

septembre 2023

n°2



# À L'ASSAUT DU CIEL



# — PREMIÈRE LIGNE —

Revue communiste anarchiste révolutionnaire

# SOMMAIRE

## RÉFLEXIONS EN MOUVEMENT

---

Perspectives révolutionnaires pour le milieu étudiant.....	5
Réponse au questionnaire de Rage climatique.....	12
Réponse 1 .....	13
Réponse 2 .....	26

## TACTIQUE

---

Mon premier black bloc .....	30
------------------------------	----

## CAMARADES

---

Pour un mouvement queer révolutionnaire .....	36
La manif n'est pas un dîner de gala .....	42

# ÉDITORIAL

## Premières impressions sur Première ligne

L'apparition de Première ligne dans le paysage montréalais a été une période intéressante pour notre groupe nouvellement formé. Entre critiques de toutes sortes, inquiètes et enthousiastes, notre revue aura au moins eu l'intérêt de soulever les passions du petit milieu révolutionnaire des environs.

Malgré tout, à la lumière des réactions suscitées par le lancement du premier numéro de notre revue le 20 avril et nos activités militantes, nous sommes décidément satisfait·e·s et motivé·e·s pour la suite des choses. Nous avons reçu bon nombre de retours positifs, notamment de la part de nouvelles générations de camarades, que nous saluons ici. Puisque notre travail s'oriente résolument vers l'avenir, nous ne pouvions espérer mieux comme réaction, d'autant plus que nos premiers textes entendaient davantage se positionner et dialoguer avec le milieu révolutionnaire anarchiste auquel nous participons, plutôt que rejoindre des personnes qui n'y prennent pas actuellement part.

Notre principale motivation était de fonder une organisation révolutionnaire publique avec des lignes politiques claires, et nous croyions fermement que cela attirerait de nouvelles camarades, surtout si cette organisation est active dans les luttes et en soutien aux mouvements d'émancipation. Nous pensions aussi que notre dévouement révolutionnaire et le sérieux que nous accordons à nos engagements sont des qualités qui nous donnent de la crédibilité et qui encouragent positivement les personnes souhaitant commencer à militer.

## Revue de nos activités

Au-delà des idées et des lignes que nous mettons de l'avant au sein du milieu révolutionnaire, notre engagement se déroule dans la rue. Nous n'entendons résolument pas

nous fossiliser dans une structure partisane désuète, sermonnant les autres mouvements contestataires ainsi que le capitalisme depuis une tour d'ivoire, et nous continuerons de le démontrer par notre vivacité révolutionnaire en battant le pavé. Nous présentons ici brièvement certaines de nos premières activités dans l'optique de donner une idée sommaire de ce que nous faisons.

Lors de nos quatre premiers mois d'existence, nous avons réfléchi et participé à la lutte sur la question du logement. D'une part, nous nous sommes engagé·e·s dans un travail de solidarité auprès du Syndicat des locataires autonome de Montréal (SLAM), qui s'est vu muselé par l'État sur la question du procès dans lequel il est entraîné par un magnat de l'immobilier du Mile-End. D'autre part, nous participons depuis plusieurs semaines à la lutte contre le projet de loi 31, qui entend notamment rendre beaucoup plus difficiles les cessions de bail pour les locataires, en nous investissant dans le Front de lutte pour un immobilier populaire (FLIP). Pour en connaître plus sur les enjeux liés au projet de loi 31 et au SLAM, deux articles ont été publiés sur notre site web dans la section Actualités sur ces sujets.

Quant aux luttes écologistes, nous sommes activement impliqué·e·s au sein de Rage climatique et participons à l'organisation d'événements publics, d'ateliers d'éducation populaire, de manifestations qui se tiendront lors de la semaine de la Rage climatique, du 23 au 29 septembre 2023, et de soirées d'affichage urbain. Nous souhaitons contribuer à développer une culture combative, misant sur la formation de cortèges anticapitalistes et révolutionnaires au sein des manifestations écologistes larges et populeuses afin de permettre de sortir de la timidité qui prévaut au sein des mouvements écologistes.

Nous offrons, qui plus est, régulièrement notre aide aux luttes queer et féministes, y étant impliqué·e·s, et nous participons à divers événements pour y prendre des tâches,



notamment lors des Drag defense, des manifestations trans ou dans le cadre du festival Brûlances, organisé par le P!nk Bloc.

## Un deuxième numéro brûlant d'actualité

Ce deuxième numéro de la revue Première ligne est composé de réflexions théoriques et pratiques sur la lutte révolutionnaire et agit comme le prolongement de nos activités politiques. Comme nous le publions pour la rentrée scolaire, nous espérons faire vivre nos idées auprès des camarades aux études, notamment avec notre article portant sur le mouvement étudiant et la forme de syndicalisme qui lui est propre.

Étant impliqué-e-s au sein du projet de Rage climatique, nous avons souhaité nous prêter au jeu et formuler des réponses au questionnaire que le collectif avait mis sur pieds pour un

atelier de réflexion lors d'un BBQ organisé plus tôt cet été. Nous voulons avec ces articles faire avancer le mouvement écologiste en proposant des pistes de réflexions allant au delà des formules habituelles maintes fois répétées sur l'état de la situation climatique.

Nous recommandons par ailleurs la lecture du texte « Mon premier black bloc » aux personnes peu initiées aux manifestations plus confrontationnelles; il comprend des conseils pratiques qui seront très certainement utiles dans le cadre de la semaine de la Rage climatique.

Finalement, nous avons le plaisir de publier deux textes qui nous ont été envoyés par des personnes du lectorat et sympathiques à notre projet. Nous croyons qu'il est particulièrement pertinent d'être en constant dialogue avec le milieu révolutionnaire et avons la conviction que les débats portant sur la pratique et la théorie nous font collectivement avancer.





# PERSPECTIVES RÉVOLUTIONNAIRES POUR LE MILIEU ÉTUDIANT (première partie)

**C.A.J.**

**C**et article assume, dès le départ, que dans les conditions écologiques et économiques actuelles, l'abolition du système capitaliste et la prise en charge complète des sociétés humaines par les communautés sont absolument nécessaires à notre époque. Et cette prémisse implique conséquemment que le mouvement étudiant a un rôle à y jouer. Mais celui-ci n'est ni simple ni évident. Comment alors y voir plus clair?

Une histoire critique du mouvement étudiant québécois tel qu'il existe depuis les années 1960 est certainement intéressante à explorer, notamment d'un point de vue révolutionnaire, mais elle fournit en même temps une théorie insuffisante pour faire face aux enjeux actuels et pour permettre d'élaborer les pistes stratégiques nécessaires à notre temps. Il existe une tendance lourde du mouvement étudiant québécois à chercher les causes de ses faiblesses, autant actuelles qu'historiques, dans une microlecture de son histoire — «micro» voulant dire «petit», il s'agit ici d'une lecture presque jour pour jour, événement par événement, décision par décision — comme si l'ajournement de tel congrès, l'ordre dans lequel tel ou tel Cégep serait parti en grève ou la rue sur laquelle a tourné telle manifestation aurait pu à chaque fois changer l'histoire. Ces éléments ont certes leur valeur et il est important de considérer que le travail politique, l'application et l'engagement personnel et collectif doivent se faire à un haut niveau à tous les niveaux, y compris dans les tâches quotidiennes. Mais nous pensons que nous avons toutes à gagner à renverser cette tendance suiviste dans l'analyse du mouvement étudiant : tablons les objectifs politiques nécessaires, évaluons non seulement les capacités actuelles, mais aussi leur potentiel de développement et posons jour après jour les actions subséquentes.

Historiquement, partout sur la planète, les étudiant·e·s ont joué un rôle singulier ; issu·e·s des classes sociales privilégiées puis conscientisé·e·s aux enjeux sociaux de leur temps ou encore encouragé·e·s par les sacrifices de leur famille, elles se trouvent la plupart du temps dans une posture qui les amène à questionner l'ordre existant des choses. Plusieurs des mouvements révolutionnaires les plus porteurs de notre temps, comme au Chiapas ou au Kurdistan, ont été impulsés par des militant·e·s étudiant·e·s ou issu·e·s de la jeunesse. Néanmoins, des exemples malheureux ont aussi montré que ces groupes sociaux peuvent s'avérer conservateurs et réactionnaires, comme l'exemple historique des Jeunes-Canada (1932-1938), un mouvement nationaliste qui milite activement contre l'immigration juive en provenance d'Allemagne nazie.

À Montréal aujourd'hui, l'essentiel de nos forces et de nos capacités d'action repose autour du milieu étudiant. Une de ses problématiques est son caractère multiclassiste, c'est-à-dire qu'on y retrouve non seulement des individus originaires de toutes les classes sociales, mais plus encore qu'on les y retrouve dans une proportion qui diffère complètement de la démographie générale, la bourgeoisie et les hautes couches de la petite bourgeoisie y étant surreprésentées. Par ailleurs, l'université sert fréquemment d'outil de promotion sociale en plus d'être associée à un certain prestige et une légitimité bourgeoise qui peuvent éventuellement détourner les jeunes révolutionnaires vers l'intégration dans le système capitaliste en tant qu'idéologues réformistes. La question de la lutte des classes et de la révolution ne devrait pas être subordonnée à la prétendue unité du mouvement.

Les mouvements révolutionnaires qui cherchent à ancrer leurs pratiques parmi les masses travailleuses, ouvrières, déclassées et exploitées ressentent fréquemment un certain malaise quant à l'importance que prend le milieu étudiant dans nos mouvements. Néanmoins, plutôt que de chercher à ignorer les capacités réelles de ce milieu en l'ignorant bêtement, il est possible d'assumer la situation, en ayant conscience de ses intérêts et de ses défauts. Comme le proposait le militant anticolonial Frantz Fanon, «chaque génération doit, dans une relative opacité, affronter sa mission : la remplir ou la trahir». Ainsi, qu'en est-il aujourd'hui ?

## Petites misères de l'idéologie spontanée du mouvement étudiant historique

### 1. Le nationalisme

Alors qu'elles semblaient s'effacer pendant plusieurs années, au début du 21<sup>e</sup> siècle, notamment en raison de la débâcle du PQ et de l'abandon progressif, puis définitif, de son «préjugé favorable aux travailleurs», force est d'admettre que les tendances nationalistes au sein des mouvements de la jeunesse semblent reprendre de plus belle. La constitution

de Québec solidaire comme parti électoral et la reconstitution de groupes comme «Oui Québec» ramènent le nationalisme québécois dans de nouvelles configurations de discours et d'imageries.

En apparence, les associations étudiantes semblent avoir pris certaines distances quant aux éléments et symboles les plus ouvertement nationalistes, du moins en ce qui concerne les plus combattives d'entre elles dans leurs instances officielles, notamment celles qui ont gravité autour de l'ASSÉ (Association pour une Solidarité Syndicale étudiante, 2001-2019), association dont les origines se situent dans les mouvements altermondialistes. Pourtant, ce n'est pas le cas du côté des Fédérations étudiantes (FECQ, FEUQ, FAÉCUM) qui ont historiquement constitué des clubs-écoles pour le Parti Québécois, avec des députés comme François Rebello et Léo Bureau-Blouin. L'ancien porte-parole de la CLASSE, Gabriel Nadeau-Dubois, érigé en véritable icône par les appareils médiatiques, et désormais leader de Québec solidaire, n'hésite pas à signer sur la plateforme du parti que «*de tout temps, le peuple québécois a rêvé de liberté. Reprenons le flambeau de la vraie liberté, celle qui nous permet de faire des choix collectifs. La liberté de sortir du carré de sable bitumineux du Canada, la liberté de suivre le chemin que nous voulons bien suivre, la liberté de faire ce que nous voudrions bien faire de notre coin d'Amérique!*» reprenant les mêmes vieilles rengaines du destin singulier d'un soi-disant peuple choisi, sur fond d'effacement des violences coloniales sur les populations autochtones. Enfin, pas besoin de chercher bien loin non plus pour voir sur les photographies de la grève de 2012, une pluie de drapeaux fleurdelisés, comme symbole suprême de la lutte politique québécoise. Mais pourquoi le nationalisme occupe-t-il une place si importante ?

En fait, si le nationalisme refait surface, trouvant toujours de nouvelles façons de se maintenir, c'est parce qu'il entretient une proximité incontestable avec toute signification politique dans le monde qui est le nôtre, à savoir un monde où le modèle normatif de forme politique est l'État-nation en tant qu'outil de gestion et de médiation du capitalisme, du colonialisme et de l'impérialisme. Le nationalisme se construit à même le développement de la conscience politique d'un groupe, puisque celui-ci ne peut voir son expression que dans des marqueurs de situation qui sont toujours en même temps ceux de la nation : l'oppression linguistique, religieuse, ethnique, d'origine, de droits civiques, etc. E. Balibar propose que «dire que le nationalisme est, génériquement, organique de l'État-nation, ou mieux encore de l'époque de l'État-nation comme forme dominante, ce n'est pas dire que tous les nationalismes soient étatiques, pas plus que toutes les idéologies et tous les mouvements religieux ne l'étaient à une époque antérieure. Ce n'est pas non plus dire que l'État bourgeois fonctionne sur la seule base du nationalisme. Mais c'est dire que tous les nationalismes sont en rapport avec l'État-nation, c'est-à-dire le servent, le contestent ou le reproduisent» (*La crainte des masses*, p. 360). Et parce que le Québec ne correspond pas exactement à la forme de l'État-nation, bien qu'il en présente les caractéristiques fondamentales, particulièrement en tant qu'il y existe un appareil structurant l'exploitation capitaliste

et coloniale, les désirs légitimes de liberté et de changement social se logent dans le fait que ce décalage pourrait permettre de les réaliser. Il est du devoir des révolutionnaires de souligner qu'aucune démonstration, ni théorique ni empirique, ne permet de considérer cette voie comme possible; au contraire, elle ne sert qu'à entretenir des illusions, voire des moments de coopération avec d'autres forces nationalistes dont la force d'attraction est constamment dirigée vers des conceptions identitaires et d'exclusion.

Ajoutons que puisque les mobilisations sociales se font nécessairement dans un rapport conflictuel non seulement à l'«État» comme concept abstrait, mais bien à un État singulier, la forme apparente de la lutte est celle d'un conflit national, plus ou moins homogène selon les situations. C'est ce que voulait dire K. Marx et F. Engels dans le *Manifeste du parti communiste* en écrivant que «la lutte du prolétariat contre la bourgeoisie, bien qu'elle ne soit pas au fond une lutte nationale, en revêt cependant tout d'abord, la forme. Il va sans dire que le prolétariat de chaque pays doit en finir, avant tout, avec sa propre bourgeoisie».

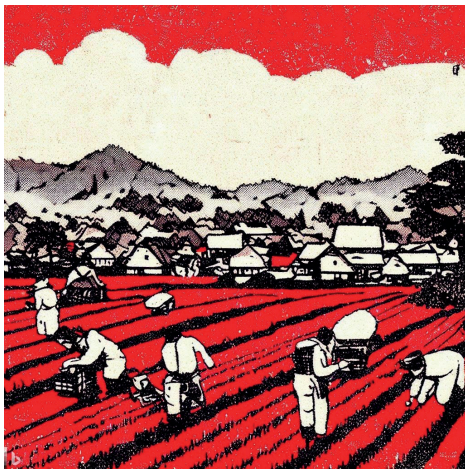
Au sein du mouvement étudiant, cette expression nationale de la lutte sociale a présenté différents visages. En s'intéressant particulièrement à la grève de 2012, plus près de nous, une formule pour décrire la situation serait de dire: le nationalisme n'y était pas mis de l'avant. Position de compromis, elle permet de comprendre sa présence, souvent diffuse, parfois confuse. On retrouve plusieurs grands thèmes du nationalisme québécois dans les discours des grévistes. C'est le cas de cet extrait de l'*Ultimatum*, qui reconduit très clairement l'idée de l'adéquation entre le «peuple» et la «nation» par le recours à la métonymie des «grands-parents»: «Et lorsque notre mobilisation devient suffisamment puissante, l'élite politique et économique n'a tout simplement pas le choix de nous écouter. C'est ainsi que s'est bâti le Québec. Souvenons-nous des grèves ouvrières de nos grands-parents. Souvenons-nous de la grande noirceur qui a été vaincue. Souvenons-nous des grèves étudiantes, du front commun de 1972 qui défilait les injonctions et des mobilisations populaires, comme celle contre la guerre en Afghanistan. Aujourd'hui, nous savons que les droits que nous avons acquis sont le résultat de nos luttes» (*Ultimatum*, août 2012, cité par C. Robert dans «Le mouvement étudiant et son rapport à l'histoire»). D'autres éléments idéologiques fondamentaux comme le combat pour l'héritage de la «Révolution tranquille», le retour à la «grande noirceur» et le destin soi-disant singulier d'un peuple unique — comme si cette formule ne s'appliquait pas à toutes les communautés humaines — ont occupé une place significative.

Toute l'histoire du Québec moderne depuis ce qu'on a appelé la «Révolution tranquille», dans les années 1960, implique de nouvelles configurations de la nation et de l'histoire

nationale. Cet État québécois capitaliste s'établit et intervient dans l'économie notamment par la prolifération de projets de développement industriel, énergétique et extractiviste, particulièrement au nord, sur des territoires habités traditionnellement par les communautés innues, inuites, naskapiques et criées. Cette accumulation rapide de ressources, transformées en marchandise et capitalisables, donne son véritable essor au développement du modèle appelé «État-Providence», celui même auquel on associe des services comme la santé et l'éducation. Cette impulsion rapide dans le développement de l'État québécois, qui a permis notamment la création des Cégeps et de certaines universités, est donc liée à un moment précis de son développement en tant qu'appareil colonial et d'exploitation.

Il y a donc toujours une tension indicible, muette, au sein du discours des luttes sociales au Québec quant à l'État. L'État est vu comme le pourvoyeur naturel des services sociaux, comme s'il existait, neutre, au-delà de l'exploitation, de la racialisation, du cishétéropatriarcat et des classes sociales. Cette conception humaniste de l'organisation politique permet alors d'accuser les différents gouvernements de manquer à leurs devoirs fondamentaux lorsqu'ils coupent dans les services sociaux. En tant que révolutionnaires, nous disons au contraire qu'il faut chercher à exposer les illusions entretenues par les appareils idéologiques d'État. Dans le cas de l'État québécois, il est nécessaire d'exposer que le moment «providence» de l'État, que l'on pourra rapidement circonscrire de 1960 à 1990, est indissociablement lié à l'accumulation primitive sur des territoires jusque là peu exploités par le gouvernement provincial (voir à ce sujet *Contre le colonialisme dopé aux stéroïdes*, par Z. Nungak) et à une forte immigration appelée à travailler dans des secteurs clés comme le réseau de la santé. En se fiant aux adeptes d'un indépendantisme de gauche, la révolution nationale et sociale subsumerait toutes les autres propositions de résolution des problèmes du capitalisme par l'un ou l'autre de ces sous-aspects: souveraineté, réformisme, augmentation de la représentation, décentralisation des pouvoirs. Néanmoins, et en dépit de son caractère radical, il faut dire qu'elle reconduit aussi tous les problèmes fondamentaux intriqués à l'idée de «nation», se déployant en coprésence plus ou moins forte avec la racialisation, la suprématie blanche et la possession d'un territoire. Si nous n'avons pas l'occasion ici d'entrer dans le détail de la démonstration, il faut souligner que toute modélisation économique qui propose que l'État actuel puisse fournir la gratuité scolaire ou tout autre modèle social-démocrate compatible avec le capitalisme cache les réelles dynamiques de l'exploitation qui permettent la création des richesses à l'heure actuelle.

Ce moment de collaboration de classes est convoqué, consciemment ou non, par l'essentiel des discours des luttes sociales au soi-disant Québec. Cette possibilité est abstraite





du contexte socioéconomique qui l'a rendu possible pour en faire un horizon perpétuellement reconduit. En refusant une vision réformiste de la lutte sociale, du Québec et de son État, il devient alors possible de sortir des pièges rhétoriques du nationalisme pour s'engager dans de réels processus de déconstruction du colonialisme et du suprémacisme blanc, inséparables du système actuel.

## 2. L'étapisme

Nous entendons par etapisme une conception, consciente ou non, de la transformation sociale par étapes, c'est-à-dire dans une progression, linéaire ou exponentielle, des luttes qui pourrait efficacement nous mener à la révolution finale. Il s'agirait de la réalisation progressive du socialisme : plus il y aurait de luttes sociales, plus la révolution serait proche, voire incontestable. Il faudrait donc commencer petit par petit, aujourd'hui, un jour la route nous mènera à bon port. Cette conception adhère rapidement à l'idée de la révolution sans être en mesure de la comprendre stratégiquement.

Déconnectée de la réalité économique et politique, l'étapisme s'attache déraisonnablement à une perspective humaniste qui subordonne la matérialité de l'existence — y compris les processus de pensée — à une prise de conscience première, à la manifestation attendue d'une réalité soi-disant cachée. Le rôle des militant·e·s serait alors de la dévoiler pour atteindre une « situation finale », en l'occurrence une société sans exploitation. Cette perspective idéaliste repose donc sur une conception erronée. Pour aller plus loin sur cette question, on lira avec attention le texte « Vocabulaire pour la sortie du capitalisme » (*Première ligne*, vol. 1, n° 1, avril 2023).

Bien que facilement séduisante, cette conception est complètement incompatible avec la manière dont les structures capitalistes de la propriété et de l'État se sont développées. Aussi enchanteuse l'idée peut-elle paraître, il est fantaisiste de penser que l'on peut construire une chaîne ininterrompue de réformes sociales de plus en plus étendues qui mènerait du régime capitaliste actuel à une gestion collective et démocratique de l'économie. Bien au contraire, les luttes réformistes quotidiennes et concrètes tendent à renforcer les structures politiques dans les gouvernements libéraux, puisqu'elles ouvrent des espaces de négociation, de médiation et de transformation de l'organisation sociale face aux crises. Elles fonctionnent aussi comme autant de stratégie de pacification sociale (concertation syndicale, prise en charge des groupes communautaires par l'État et création de postes payés de permanents, intégration universitaire et institutionnelle de discours critiques, etc.). Dans une situation où un gouvernement capitaliste ne serait plus en mesure de régler les crises par les voies du libéralisme, la tentation fasciste apparaîtrait. Et force est de constater que la voie sociale-démocrate sera alors définitivement absurde.

Pour revenir au mouvement étudiant québécois, l'étapisme y apparaît comme la conception politique dominante. Les explications de cette situation sont simples. La vision etapiste est

facilement accessible, ne nécessite pas de réflexions théoriques particulières et adhère à une croyance dans la tendance au progrès, une structure forte de l'idéologie capitaliste. Elle permet aussi d'agir comme une zone de compromis entre les éléments les plus réformistes et les éléments les plus radicaux, puisque tous auraient intérêt à franchir ensemble la prochaine étape du progrès social. Elle constitue donc une efficace stratégie de différance, c'est-à-dire de mise en place de processus pour différer dans un temps indéterminé la question de la nécessité révolutionnaire, abandonnant à une confortable facilité le manque de responsabilité politique. Elle est donc génératrice de consensus (trop) faciles et permet d'accorder une importance excessive à la lutte quotidienne, notamment dans la reproduction incessante de campagnes répétitives et toujours plus ou moins perdues. Elle permet aussi aux militant·e·s les plus opportunistes d'opérer facilement une transition entre le mouvement étudiant et les partis parlementaires, parce qu'il n'y a virtuellement pas de zone tangible de conflits dans la conception etapiste.

S'il est intéressant pour les révolutionnaires de s'investir dans les luttes sociales, les luttes syndicales, les luttes écologistes, c'est en ce qu'elles agissent sur nos consciences, qu'elles permettent de nous organiser. Non pas en prétendant nous attribuer un pouvoir direct de socialisation de l'économie capitaliste, mais bien en se préparant nous-mêmes aux nécessités de la révolution sociale. Au niveau politique, au niveau personnel, la lutte est une véritable école et les expérimentations qu'elle permet portent les germes d'un monde sans exploitation. Il ne s'agit donc évidemment pas de refuser qu'il y ait effectivement des étapes dans la lutte, mais bien d'en comprendre sérieusement le rôle dans un réel processus de transformation sociale, plutôt que de refuser d'assumer nos responsabilités et de les diluer dans un avenir, de plus en plus incertain.

## 3. Le symbole et le fantasme

Il ne s'agit pas ici d'adopter une position contre le développement de certains imaginaires ou contre l'importance accordée à des questions esthétiques, qui ont leurs exigences propres. Ce que nous identifions comme les problèmes des symboles et des conceptions fantasmagoriques de la politique sont plutôt à trouver dans une conception théorique et stratégique de la lutte qui tend à brouiller les frontières entre les nécessités sociales et écologiques et le recours à une abondante constellation de métaphores. Dans cette perspective, il devient difficile de comprendre ce qui relève d'une lutte concrète et ce qui n'est qu'une esthétique désirante.

Il n'y a pas à choisir entre la figure de style et la lutte, à condition que les deux appartiennent à une même matérialité, qu'elles réfèrent au monde d'une manière qui est formellement différente, mais cohérente. Prenons par exemple le concept de « ZAD », « zone à défendre », habituellement associé à un territoire géographique spécifique qui est occupé et défendu par un groupe de personnes militantes contre un projet de développement ou une infrastructure prévu par le gouvernement ou des entreprises privées qui pourrait

entraîner des conséquences environnementales, sociales ou économiques néfastes. Il est clair que la mobilisation peut s'opérer sur différents niveaux, mais qu'elle se basera sur les intérêts que certaines personnes auront à «défendre la zone». Cette mobilisation entrainera probablement la construction d'un imaginaire, de références communes, d'identités visuelles, de logos, d'expressions lexicales, de blagues, de chansons, de textes, d'anecdotes à raconter encore et encore, etc. Tous ces éléments sont autant d'enthousiasmantes parts des mouvements humains.

Là où la conception fantasmagorique de la lutte pose un problème, c'est quand il y a un glissement entre la concrétude de la lutte — ses nécessités, ses potentialités de gains, ses possibles défaits et les conséquences de tout ça — et l'existence abstraite, voire imaginaire de la lutte, comme une zone métaphorique de projection des désirs. Ce glissement s'opère grâce à un recours abusif à des images et à des symboles qui sont à la fois liés à des réalités mobilisatrices et métonymiques d'une conception purement désirante de la politique, une posture fondamentalement privilégiée qui peut se permettre la dépense inutile d'énergie physique et mentale et de ressources. Dans cette conception, l'idée devient plus importante que le reste. Pour aller plus loin sur cette question, on reviendra à l'article «Ébauche à une stratégie révolutionnaire» (*Première ligne*, vol. 1, n° 1, avril 2023)

Dans le mouvement étudiant québécois des dernières années, cette tendance a fait son apparition par le biais de conceptions plus ou moins issues de différentes lectures de l'appelisme, une tendance qui émerge de la pensée post-situationniste en France dans les années 1990. Cette perspective politique met l'accent sur le fait que les mouvements de contestation et de résistance devraient se concentrer sur la puissance de l'appel à partir d'un lieu supposé externe pour mobiliser les individus et susciter des réactions en chaîne. Ces appels peuvent être des grèves, des actions directes, des slogans, des affiches, etc. L'idée sous-jacente à l'appelisme est qu'il est possible de rompre avec la routine et la passivité de la vie quotidienne, et ainsi d'engager les individus dans des actes de désobéissance civile et de résistance collective. Ces actions de désobéissance sont considérées comme essentielles pour perturber le fonctionnement du système capitaliste et étatique et pour ouvrir des espaces de transformation sociale. Dans les faits, en se basant dans une culture de l'anonymat et du caractère diffus et insaisissable de l'action politique, cette tendance a su être en mesure de se construire comme une force majeure de la lutte politique de rue, notamment dans le contexte français. Elle a permis d'insuffler un renouveau politique à la légitimité des actions directes ou extralégales, notamment sur des enjeux liés à la gentrification.

Néanmoins, en appuyant l'idée d'un passage spontané de la métaphore à l'émeute, il y a une invisibilisation du travail de formation et des interventions stratégiques nécessaires dans la lutte. L'appelisme entraîne nécessairement un fonctionnement par bande, par groupe affinitaire marqué par des dynamiques autoritaires hiérarchiques voire abusives. Les classes sociales sont effacées au profit de la coexistence

d'un même désir individuel, c'est-à-dire non pas un désir commun de transformation collective, mais bien une constitution de la collectivité par sa capacité à désirer séparément, un désir qui serait alors soustrait de l'ordre capitaliste. Pour en apprendre davantage sur le sujet, on consultera l'article «Post-situationnisme et appelisme au "Québec"» (*Archives révolutionnaires*).

Ces façons de faire ont gagné beaucoup d'importance dans les dernières années parce qu'elles ont souvent tablé sur une apparence cool et branchée, loin des images associées directement à la «révolution» ou à l'«anticapitalisme», dont on se moque de la ringardise. Mais au-delà d'une critique potentiellement intéressante d'une utilisation de symboles surannés, on évacue par le fait même une large partie de la nécessaire analyse de la situation économique réelle, au profit du fantasme d'une politique littéraire floue, voire incompréhensible, où l'oppression prend des formes métaphoriques dont on n'arrive plus à distinguer la volonté de la chimère. Enfin, on notera que cette conception politique est compatible avec l'étapisme décrit précédemment, qui en tant que conception dominante dans le mouvement étudiant radical, arrive à s'adjoindre d'autres conceptions qui souviennent le renouvellement.

Évidemment, il ne s'agit pas d'être contre la littérature, l'invention des possibles, les actions artistiques, le développement de symboliques communes et porteuses d'espoir, bien au contraire. Il faut néanmoins refuser de n'exister que dans cette sphère sans adresser les problèmes pragmatiques de la mobilisation des masses et de la structure capitaliste. On ne peut pas contourner les difficultés de la pratique et de la théorie révolutionnaire en se retranchant dans des formules polysémiques que ne comprendront que quelques initié·e·s. On ne peut substituer ce qu'il a de substantiel au politique par ce qui en transparait immédiatement, à savoir sa dimension esthétique.

#### 4. L'entrisme

L'entrisme en politique révolutionnaire est une stratégie par laquelle un groupe ou une organisation révolutionnaire décide de s'infiltrer ou de s'intégrer sans révéler ses intentions ou ses positions dans une structure politique plus large et établie, telle qu'un parti politique, un syndicat ou un mouvement social, dans le but d'influencer ses activités et sa direction en faveur de ses propres objectifs révolutionnaires.

L'objectif de l'entrisme n'est pas de simplement se fondre dans l'organisation existante, mais plutôt de travailler de l'intérieur pour susciter un changement radical, pour renforcer les positions révolutionnaires au sein de cette structure, et éventuellement pour rallier davantage de personnes à la cause révolutionnaire. En utilisant cette tactique, on cherche à profiter de la visibilité, de la ressource et de la crédibilité de l'organisation cible afin d'étendre son influence et de progresser ses objectifs. Historiquement et aujourd'hui

encore, la tactique a été largement utilisée par des organisations trotskystes, au sein de syndicats ou encore de partis politiques bourgeois.

Dans le contexte du mouvement étudiant québécois récent, notamment au sein de l'ASSÉ, en plus de ces formes traditionnelles, une version singulière de l'entrisme a correspondu à l'attitude de plusieurs militant·e·s de tendance radicale, que l'on pourrait qualifier d'anarcho-entrisme. C'est-à-dire qu'un nombre significatif d'anarchistes ont occupé des positions clés au sein de l'association provinciale, ou encore dans certaines associations étudiantes locales perçues comme centrales aux luttes étudiantes, sans pour autant se présenter comme tel·le·s publiquement dans les instances démocratiques ou dans les réunions politiques. Pour connaître les positions d'un·e tel·le, il faut y aller d'un jeu de devinettes (de quel milieu vient la personne? de quelle asso? comment s'habille-t-elle? quels mots emploie-t-elle?) ou encore faire partie d'un milieu restreint et être éventuellement initié·e·s à la confirmation de tendances anarchistes dans le mouvement.

Contrairement aux organisations trotskystes, cet entrisme ne résulte pas de discussions préliminaires; il relève très clairement d'une façon spontanée de faire de la politique, dans un monde où la croyance dans la révolution est isolée, voire ridiculisée. Il est plus facile de se fondre simplement dans la masse que d'assumer des positions tranchées. Enfin, il est aussi difficile d'agir différemment par soi-même quand tout le monde agit d'une certaine façon. Combiné à l'étapisme, cet anarcho-entrisme permet aux militant·e·s d'avoir l'impression que leurs positions sont centrales au mouvement, sans comprendre que le mouvement ne les voit pas l'essentiel du temps.

Bien sûr, il est possible d'identifier que certains des éléments qui ont constitué la grammaire de l'ASSÉ au fil du temps peuvent être liés, parfois très directement, à l'anarcho-syndicalisme: combativité, autonomie, démocratie directe, diversité des tactiques, refus de la condamnation d'actions, désobéissance civile, remise en question des rôles dirigeants, autogestion, etc. Ce ne sont pas en soi des choses à condamner, au contraire, mais leur simple acceptation sociale dans un mouvement large, la plupart du temps par ignorance ou par hasard que par un réel travail politique de fonds, ne permet pas de consolider les perspectives révolutionnaires.

Au-delà du malaise lié à cette forme de malhonnêteté, il s'agit d'abord de constater que cet entrisme a nui d'abord et avant tout à l'établissement d'un mouvement anarchiste fort à Montréal. Née des mouvements altermondialistes du tournant du vingt-et-unième siècle, un moment où les perspectives révolutionnaires étaient dans un creux de vague et où la gauche radicale était globalement désorganisée, la première mouture de l'ASSÉ (fondée en 2001) a servi d'honnête point de ralliement pour tous ceux et celles qui voulaient lutter contre l'état des choses, en consolidant tranquillement l'existence d'une position politique étudiante non corporatiste. Au fil des années, néanmoins, force est de constater

que les limites inhérentes au syndicalisme se sont fait sentir. Pis encore, la négociation implicite de l'anarcho-entrisme impliquait que pour réussir à faire absorber par le mouvement certaines conceptions plus radicales, les militant·e·s devaient s'investir largement dans les tâches bureaucratiques syndicales non révolutionnaires. Conséquemment, une large part des forces anarchistes au soi-disant Québec se trouvent impliquées dans le mouvement étudiant, mais il n'est pas possible de les identifier ou de les contacter. L'existence d'une perspective anarchiste de révolution sociale est complètement inféodée à son intégration dans des mouvements sociaux pour le moins confus.

La grève étudiante de 2012, largement propulsée par les militant·e·s anarchistes à l'intérieur des instances et dans l'organisation d'actions et de mobilisations, a correspondu à la forme la plus intense que la structure «ASSÉ» pouvait générer, se terminant par une victoire partielle et par la multiplication des foyers de contradiction entre les différentes composantes du mouvement, jusqu'à l'implosion. La consolidation d'une option parlementaire réformiste, Québec Solidaire, a définitivement permis de mettre fin à l'importance du rôle des militant·e·s anarchistes à l'ASSÉ; les réformistes font bien mieux les tâches réformistes que quiconque, notamment parce qu'elles n'ont pas, ou peu, à négocier la tolérance et le maintien de leur tendance dans le mouvement. Après 2012, l'hégémonie solidaire au sein des instances de l'ASSÉ et l'abandon plus ou moins spontané et volontaire du milieu par les anarchistes ont mené tranquillement à des fissures de moins en moins colmatables pour l'organisation étudiante provinciale. D'une part, malgré son invisibilisation délibérée, le travail des militant·e·s de tendance radicale avait toujours été nécessaire au bon fonctionnement de l'ASSÉ. D'autre part, certains fondamentaux de l'ASSÉ comme la démocratie directe, l'autonomie et la combativité se trouvaient remis en question par la façon de «faire de la politique autrement» tenue par Québec Solidaire, qui prétend réinventer la roue de la collaboration et de l'aplaventrisme. Seul l'étapisme, comme horizon politique diffus et non-confrontant, pouvait rester comme liant, étouffant encore une fois les tendances révolutionnaires du milieu. Dans ce contexte, la dissolution de l'ASSÉ était inévitable (chose faite en 2019).

La recréation d'une association étudiante provinciale comme la CRUES sur de nouvelles bases ouvre donc des possibilités de faire les choses différemment. Bien sûr, certains problèmes intrinsèques au syndicalisme ou aux luttes étudiantes sont inévitables, mais ce n'est pas une raison suffisante pour ne pas tenter de tirer notre épingle du jeu. Il semble plus possible que jamais de faire exister ouvertement des positions révolutionnaires dans les cégeps et les universités. Des initiatives anticapitalistes autonomes (assemblées, campagnes, discussions, actions) pourraient permettre de faire exister ces perspectives non pas dans un horizon indéfini, mais dans la vie quotidienne des personnes impliquées, en brisant l'isolement et la fragmentation des anarchistes et des communistes révolutionnaires pour faire vivre des milieux de lutte dynamiques et mobilisateurs, qui



pourraient alors investir les instances actuellement existantes des associations étudiantes sur des bases ouvertes, quitte à assumer le conflit lorsqu'il est inévitable.

Agir ouvertement comme révolutionnaire dans le milieu étudiant est à notre sens une nécessité, mais ce n'est pas non plus quelque chose de toujours simple. Il ne s'agit évidemment pas de répéter sans jugement la même cassette de slogans désuets, de vouer un culte à Marx ou à Bakounine, de n'avoir que «révolution, seule solution» comme réponse à toutes les questions ou d'imprimer des chats noirs sur tout le matériel de propagande. C'est une question d'attitude et d'honnêteté, notamment envers soi-même: si j'en viens à considérer que l'abolition de l'actuel système d'exploitation est nécessaire, je dois considérer que d'autres en viendront au même constat que moi. Par ailleurs, si je veux faire de mon engagement quelque chose d'autre qu'un vœu pieux, j'ai bien le devoir et la responsabilité de tenter d'y parvenir.

Une des difficultés réside dans le fait que les gens ne naissent pas révolutionnaires, qu'ielles le deviennent. On ne peut donc pas se contenter de crier «révolution» pour voir accourir les foules politisées. La politisation de la jeunesse étudiante est plus facile que dans d'autres milieux, notamment en raison de sa réceptivité aux nouvelles idées et de ses désillusions face aux anciennes façons de faire. En milieu étudiant comme ailleurs, il faut renforcer notre camp. Mais nous ne voulons pas d'un recrutement stupide aux allures sectaires, qui enrôlent de nouvelles personnes en leur faisant des promesses en l'air tout en leur soutirant de l'argent. Il faut construire des milieux étudiants révolutionnaires en misant sur une augmentation massive de la conscience politique et sur le renforcement de l'autonomie de chacun-e en tant que sujet révolutionnaire.

Refuser l'entrisme en tant que militant-e révolutionnaire n'est pas la voie la plus simple: elle amènera certainement du conflit, de la calomnie, du rejet. Mais il y a parfois dans l'échec des victoires plus importantes: il vaut mieux perdre une proposition audacieuse de lutte antiautoritaire devant une populeuse assemblée générale réactionnaire que de gagner un compromis plat, dont la radicalité ne repose que sur une question d'interprétation, devant un quorum à peine atteint. De cette victoire on ne gagne au fond qu'une pétition de principe et la nécessité de continuer à s'attacher déraisonnablement à la structure bureaucratique. De cette défaite, il est possible de faire des 100, 50, 10 personnes ayant donné leur appui, un gain pour les forces révolutionnaires, des camarades pour lutter au quotidien et anticiper la victoire.

## Pour une lecture porteuse de changements

Dans la dernière année, la Coalition de résistance pour l'unité étudiante syndicale (CRUES) a mis de l'avant un certain nombre de principes qui cherchent à orienter son action et celles de ses membres dans les luttes sociales. Ces conceptions identifient donc avec justesse plusieurs situations

d'oppression et d'exploitation: problèmes fondamentaux du système d'éducation, mauvaises conditions de vie, travail non salarié, gestion antidémocratique de l'économie, colonialisme, impérialisme, cishétéropatriarcat, racisme systémique, capacitisme.

Pourquoi se restreindre à faire de ces principes un simple programme réformiste confus au sein du système actuel, un système basé sur l'exploitation, l'exclusion et la précarité? Nous proposons plutôt qu'une fidélité honnête à ces principes et un sincère engagement pour un monde plus juste impliquent nécessairement un rejet du système capitaliste et des institutions qui le soutiennent. Cette lecture politique est non seulement possible pour le mouvement étudiant actuel, elle est certainement souhaitable. Par exemple, il ne semble ni crédible ni très respectueux des personnes les plus ciblées de penser que la fin du racisme systémique pourra être décrétée par un quelconque ministre de l'Éducation. En faisant plutôt de ce principe un guide, une ligne politique qui nous permet d'évaluer au plus près les manières dont se manifeste ce racisme, autant dans nos expériences quotidiennes que dans leurs reproductions institutionnelles, nous pouvons développer des interventions plus cohérentes, plus porteuses et plus significatives pour ceux qui s'y impliqueront. Il sera aussi possible d'inspirer non seulement les actions provinciales, mais aussi plus largement les actions autonomes dans les différentes régions.

En considérant ces principes comme indissociables des sociétés humaines que nous souhaitons mettre en place, nous en venons plutôt à la conclusion qu'ils sont incompatibles avec le maintien du capitalisme, du colonialisme et de l'impérialisme. En ce sens, les luttes étudiantes peuvent devenir des étapes clés dans une transition vers de réelles démocraties populaires, et faire des enjeux de combativité, d'autonomie et de démocratie directe des réalités quotidiennes et non de simples mots creux. Ainsi, il est possible de dépasser le stade actuel des choses pour faire des luttes étudiantes — enjeux écologistes, salarisation des stages, mesures sociales, etc. — un mouvement antiautoritaire dont le pouvoir contestataire s'alliera à la lutte des classes contre le despotisme capitaliste écocidaire.



*Deuxième partie à venir...*

# RÉPONSE AU QUESTIONNAIRE DE RAGE CLIMATIQUE



*The time is out of joint; O cursed spite,  
That ever I was born to set it right!*

*Hamlet, Act I, sc. 5*

Lors d'un évènement au cours du mois de juillet 2023, Rage climatique a proposé une série de questions. Rage climatique (RC) est une organisation écologiste et anticapitaliste jeune, de laquelle nous sommes proches, certain-e-s de nos camarades y participant. La plupart d'entre nous avons d'ailleurs pris part d'une manière ou d'une autre à la campagne contre la COP15 sur la biodiversité (Montréal 2022) menée par ladite organisation, connue à l'époque sous le nom de Coalition Anticapitaliste et Écologiste contre la COP15 (CAEC). Nous voyons d'un bon œil l'attractivité qu'a acquise RC auprès des écologistes radicaux/ux organisé-e-s dans des groupes moins radicaux depuis cette campagne, qui fut marquée par des succès idéologiques et de communication, à défaut d'avoir constitué un mouvement de masse populaire capable d'impacter réellement la tenue de la convention.

Considérant les enjeux écologiques comme indissociables de la politique de notre temps, plusieurs camarades de PL ont eu envie de répondre à ce questionnaire. D'une part, certain-e-s y ont vu une occasion de présenter de manière synthétique et mobilisatrice les grandes lignes de notre conception d'une révolution anticapitaliste écologique, dans un texte pouvant servir de point d'entrée à la compréhension. D'autre part, des camarades ont eu envie d'entrer en profondeur dans le cœur du sujet, en présentant des réflexions qui alimenteront les envies de celles et de ceux qui, souhaitant dépasser les banalités convenues, cherchent des réponses plus complexes à ces questions importantes. Un questionnaire, deux jeux de réponse, formule peu habituelle, mais qui espère apporter un peu d'eau au moulin.

# RÉPONSE 1

**Lev Gurwitsch**

**Julien Lemay**

## **Question 1 : Quels sont les angles morts des mouvements écologistes actuels d'après vous ?**

### **I. Les mouvements écologistes et la société civile**

**D**écembre 2022. L'accord historique avait en effet été annoncé en grandes pompes. Les différents acteurs de la COP15, gouvernements, groupes d'intérêts commerciaux et organisations de ladite « société civile », se sont mis d'accord pour acter l'objectif 30x30. Il s'agissait alors de mettre en place, d'ici à 2030, 30% d'aires protégées. Cette victoire proclamée s'accorde avec les revendications du Collectif COP15, étrange agrégat composé de groupes tels que le Hub, Mères au front, Mobilisation 6600, la fondation David Suzuki ou encore les médecins pour l'environnement. Dans son bilan de la COP15, le collectif célèbre que l'accord obtenu contienne le plan 30x30. Le premier ministre Justin Trudeau avait toutefois rassuré les plus inquiets : la protection de l'environnement est bien sûr compatible avec une exploitation responsable des ressources – si bien qu'on finit par se demander de quoi peut-on bien protéger ces territoires. Parmi les organisations les plus dissidentes au sein de l'écosystème des appareils de négociation avec les gouvernements – eux-mêmes acteurs de conciliation avec les intérêts économiques capitalistes – Amnesty International, Survival International et d'autres avaient pourtant déjà émis une critique de cet objectif de 30% d'aires protégées. Ceux-ci expriment des préoccupations quant aux dynamiques coloniales qui entourent le paradigme conservationniste de l'environnement, la mise sous tutelle par des états de territoires entraînant déplacements et expulsions des communautés autochtones, en particulier dans les pays du Sud global. Peut-être pourra-t-on quand même les exploiter de manière responsable ?



Pourquoi, nous demandera-t-on, raconter cette histoire? Déjà, parce qu'elle rappelle la genèse de Rage climatique qui, en confrontant directement la raison d'être de la COP15, tenta d'affirmer que nous n'étions pas dupes des simagrées des différents acteurs dans les processus de négociation interne au capitalisme sous sa forme libérale. Ensuite, parce qu'elle exemplifie la réponse qui se doit d'être faite à la question des angles morts des mouvements (ou «du» mouvement) écologiste(s), à savoir qu'il n'y a pas d'angles morts, mais qu'il(s) se sont surtout trompés de salle. S'il est populaire de médire des organisations réformistes écologistes qui effectuent le travail ingrat d'éviter que le bateau coule trop vite, au prix de s'avilir en négociant avec Achab, c'est bien en raison des refoulements contre-productifs qui naissent de ces négociations. À la fin de l'histoire, la quête obsessionnelle d'Achab pour tuer Moby Dick (dans l'analogie, «tuer Moby Dick» revient à négocier avec les structures du capitalisme) finit bien par l'emporter avec son équipage vers une fin certaine. Car les enjeux écologiques répondent à une problématique difficilement appréhensible par les parangons de la négociation: celui de la suffisance. La crise environnementale fait partie de ces enjeux particuliers qui doivent se concevoir de manière discrète et non continue (par discret, nous faisons référence à des entités qui se distinguent entre elles de manière nette, les entités pouvant être soit x, soit y, mais aucun «point» qui leur serait mitoyen ou partagé: il n'existe pas de continuité entre elles).

Réaliser que les enjeux en question relèvent d'une telle topologie revient donc à avoir une lecture théorique et stratégique qui n'est pas en contradiction avec sa nature discrète. Dit autrement, sur les enjeux écologiques, politiquement et stratégiquement, il n'y a pas du «mieux», il n'y a que du «suffisant». Par analogie encore, lorsqu'une voiture roule à toute allure face à un mur, il n'y a qu'un critère d'évaluation des solutions qui s'offrent à nous: ces solutions sont-elles suffisantes pour éviter de percuter le mur? Le reste n'est que bavardage et distractions. Il faut que les solutions proposées soient suffisantes pour que les boucles de rétroaction positive ne finissent pas par s'emballer, suffisantes pour ne pas transformer l'anthropocène en néocène, suffisantes pour ne pas entraîner l'effondrement des processus biochimiques qui régissent l'ensemble du métabolisme du système-terre (par exemple, le dégel du pergélisol qui, en libérant des GES, entraîne l'accélération du dégel du pergélisol).

Il a été mentionné plus haut que le collectif COP15 se définissait comme un regroupement de la «société civile». L'historique de l'expression et sa polysémie permettent de mieux révéler les contradictions de ce type d'organisation. Elle comporte d'abord une ambiguïté sur laquelle jouent les organismes qui s'en réclament. Sont-elles des sociétés (à entendre comme proche du mot «entreprise») qui ne sont pas commerciales mais qui défendent des intérêts «civils»? Et donc relevant d'une catégorie de droit particulière, le droit civil? Les sociétés civiles entendues ainsi s'inscriraient donc dans le procès de négociation avec l'État. Elles seraient alors partie prenante de l'assemblage d'organisations qui actent la légitimité de l'État comme espace de négociation entre les différents intérêts. Pourtant, prendre l'État comme

la forme politique neutre qui régit et arbitre les directions que la société (celle qui est large et informe cette fois-ci) devrait prendre ne devrait pas aller de soi. Il nous semble évident que l'État n'est pas un acteur neutre, il a des intérêts propres – sa reproduction, sa stabilité, l'assurance de sa continuité – qui ne peuvent, par définition, s'aligner avec les intérêts agrégés des groupes et individus qui répondent du faisceau de pouvoir qu'il détient.

Très bien. On répondra alors que nous nous trompons quant à la définition de «société civile». La société civile, c'est l'ensemble composé des forces qui ne détiennent pas de pouvoir politique direct (à l'inverse des députés ou encore du gouvernement), qui ne défendent pas d'intérêts commerciaux – cela est-il possible? des intérêts commerciaux négatifs restent des intérêts commerciaux – mais qui s'activent dans un ensemble de causes, présumées progressistes. En somme, des lobbys désintéressés. Mais cette définition n'est pas satisfaisante, car elle devrait inclure les forces qui s'opposent radicalement à cette manière d'articuler le politique, i.e. comme un mouvement de pression s'inscrivant dans la dynamique intérieure de la société. Ce qui est habituellement contenu par l'expression «société civile» – et le Collectif Cop15 le montre bien – semble pourtant se poser en opposition à ces franges plus radicales. Comme s'impose à la société civile une nécessité de respectabilité, de *civilité*, elle tend à systématiquement devoir se distinguer des discours radicaux, rendus inaudibles. La société civile en ce sens est donc un agent de neutralisation des volontés de changement qui dépassent le statu quo.

L'expression «société civile» revêt une dimension ironique quand on la prend sous une autre forme, celle développée par Antonio Gramsci. Ce dernier, dans sa théorie de l'État et de l'hégémonie, définit l'État dans sa dimension étroite comme étant la «société politique». Société politique (ou «État», donc) qui incarne le moment de la force, le moment de la coercition. C'est le fameux monopole de la violence légitime de Weber, le souverain de Hobbes, la raison qui se réalise dans l'Histoire de Hegel. Il s'agit des réseaux dirigeants et dominants (et cette définition nous semble relativement consensuelle). Mais Gramsci y oppose la «société civile», laquelle comprend un réseau implexe de fonctions qui servent la reproduction, principalement idéologique, du régime de société que ce dernier subsume (nous concernant, le capitalisme principalement, mais aussi, assemblés de manière composite, l'impérialisme, le patriarcat et le colonialisme, même si ces derniers, sous le poids des discours négatifs, semblent plus prompts à fissurer devant certaines de leurs contradictions). La société civile, pour Gramsci, c'est l'organe composé des intérêts privés et institutionnels (comme l'éducation), parfois contradictoires, qui œuvrent à la fonction d'hégémonie. Société civile et politique sont ainsi les deux composants de la superstructure qui permettent à l'infrastructure de se perpétuer. Triste ironie donc, de s'autoaffubler du rôle de reproduction de l'hégémonie lorsque l'on prétend la combattre ou la réformer. Si la distinction gramscienne se veut être «méthodique» et non «organique», dans la réalité matérielle, les deux se confondent allègrement. Nous en voulons pour preuve, si évidente qu'il serait

pêché de ne pas la mentionner, la défection du ministre Steven Guilbeault. La proximité entre la définition gramscienne et la deuxième définition que nous avons donnée de la société civile nous semble frappante.

*Les enjeux écologiques répondent à une problématique difficilement appréhensible par les parangons de la négociation : celui de la suffisance.*

Si ladite "société civile" créée de l'homogénéité dans le mouvement écologiste, c'est bien parce qu'elle construit l'hégémonie. Mais les démonstrations sémantiques qui précèdent ne semblent pas suffisantes pour apporter la preuve de cette affirmation. Ce n'est pas parce que Gramsci a dit qu'il a raison. L'argument appelle donc à la démonstration, laquelle ne peut être empirique – elle serait trop faible. Elle doit donc être théorique. Analysons la dynamique entre ce que nous appellerons «mouvement écologiste», (entendu comme les forces qui produisent du discours et de l'action large) et l'État, donc, d'après Gramsci, le mouvement intérieur de la dynamique, ici contradictoire, de l'hégémonie (il ne s'agit pas d'une pétition de principe, nous en faisons la démonstration). Le mouvement écologiste appelle à la responsabilité et à la correction écologique des gouvernements, responsabilité sous-tendue par des objectifs concrets, contenant entre autres le respect de la biodiversité, l'arrêt du massacre écocidaire, la neutralité carbone ainsi que l'arrêt de la surproduction pour les plus courageuses. Donc une transition vers un modèle économique et productif qui ne dépasse pas continuellement la reproduction métabolique de la Terre (à une autre époque, nous aurions utilisé «nature» à la place de Terre, mais recourir à ce terme nous obligerait à discuter ses connotations théisantes). Il appelle l'État à se modifier, en tentant de peser sur le discours général, sur le vote et sur les orientations politiques. Jusqu'ici, fonctionnement normal de la démocratie libérale sous régime capitaliste. Sous certains aspects, ces méthodes ont pu donner lieu à des gains importants lorsqu'elles étaient utilisées par d'autres causes (lutttes féministes pour le droit à l'avortement ou pour la reconnaissance du harcèlement sexuel, lutte des droits civiques aux États-Unis). Mais les revendications écologiques fonctionnent de manière substantiellement différentes.

Premièrement, comme nous l'avons vu, elles sont topologiquement soutenues par un critère discret de suffisance strict. Soit le monde possible est vivable et heureux, soit il ne l'est pas. Deuxièmement, leur extension finale ne concerne pas des droits particuliers ni généraux. Il s'agit d'adosser l'évolution des sociétés humaines aux limites physiques, de façon qu'elles soient pérennes, que leur développement ne déséquilibre pas les écosystèmes où elles s'inscrivent. Il ne s'agit donc pas de droit. De toute évidence, les discours écologiques comportent aussi des dimensions sociales, locales

et éthiques. Mais, en dernière instance, c'est bien la discordance entre le modèle de production, polluant et excessif, et les limites physiques qu'il s'agit d'adresser. C'est bien pour cela que l'écofascisme peut exister, car, s'il peut être cohérent (rien n'est moins sûr), il aspire à répondre à cette même problématique. Le mouvement écologiste entretient donc un rapport confrontationnel-collaborateur depuis l'intérieur de la superstructure. «Confrontationnel» pour lui demander de se modifier, «collaborateur» lorsqu'est entamée la modification.

## II. La croissance comme verrou à la lutte par l'intérieur

Le mouvement écologiste appelle l'État, la société politique, à se réformer, c'est-à-dire à métamorphoser son fonctionnement de manière à abolir la désunion entre la société existante et le fait matériel. Nous devons ainsi nous demander quelles pourraient être les fonctions de l'État qui seraient affectées par lesdits changements. Ce que nous appelons «fonctions», au plus haut sens, correspond à l'ensemble d'opérations qui justifient l'existence de l'entité qui les réalise (par exemple, le cœur existe parce qu'il pompe du sang, c'est parce qu'il pompe du sang que le cœur est là). S'impose alors de comprendre ce qui justifie l'existence de l'État, de savoir quelles pourraient être les fonctions qu'il opère qui justifient son existence.

*Le mouvement écologiste entretient donc un rapport confrontationnel-collaborateur depuis l'intérieur de la superstructure. «Confrontationnel» pour lui demander de se modifier, «collaborateur» lorsqu'est entamée la modification.*

Pour ce faire, il faut regarder l'historique des fonctions qu'ont opérées les États et qui, ce faisant, ont permis leurs existences fonctionnelles. La question des origines de l'émergence des États modernes dépasse largement les ambitions du présent article, lequel devra donc recourir à des simplifications malheureuses. Comme d'autres l'on fait avant nous, nous pouvons néanmoins prendre l'exemple anglais du mouvement des enclosures, entre le XII<sup>e</sup> et le XVII<sup>e</sup> siècle, comme établissant les prémices d'une interface entre l'articulation, par l'État, du droit dans la modernité et de la propriété privée. Le mouvement des enclosures fait référence au grand mouvement en Angleterre qui abolira la propriété collective et l'utilisation commune des terres (agricoles en particulier) et qui, non sans résistances – en particulier celle des femmes –, fonde le droit moderne anglais dans la propriété privée. Ce droit nouveau fige la fonction de l'État et vient

acter le découpage du territoire comme possession-marchandise. Lorsqu'il est érigé-réifié comme marchandise, le territoire se retrouve alors soumis à l'impératif du rendement. L'entièreté des rapports sociaux l'entourant se trouve médiée par cette réification. La valeur-prix du territoire se dévoile alors comme source d'un double problème. Le premier est évident, c'est qu'il transforme le rapport à la terre en un rapport d'exploitation<sup>1</sup>. Le deuxième, c'est que cette création de valeur est presque nécessairement connectée à une dette. La plus-value extractive du territoire appelle en effet à la création de nouvelle monnaie qui se présente sous forme de créance.

Le fondement du droit qu'opère l'État, qui répartit la propriété par sa privatisation, devient alors un fondement à la dette et à la nécessité de la croissance de l'exploitation lucrative du territoire. L'État capitaliste s'articule ainsi comme l'opérateur d'un droit à la propriété privée. La fonction de l'État correspond donc au maintien et à la négociation à l'interne du régime de propriété privée. C'est le fait d'opérer cette fonction qui justifie son existence au sein du système plus large qu'est la société dans son entièreté.

Or, le maintien de la propriété privée par la dette impose ainsi la croissance comme nécessité à l'opération de cette fonction. Si la croissance économique relève d'une abstraction comptable, elle s'adosse nécessairement à un fait matériel (l'affirmation nécessiterait une nuance qu'il nous est impossible de développer ici, notamment depuis l'extrême financiarisation du capital datant de la deuxième moitié du XX<sup>e</sup> siècle). Ce fait matériel peut se réduire schématiquement ainsi : la

production d'une nouvelle unité dans le monde nécessite une quantité donnée d'énergie. Pour produire une porte, il faut l'énergie humaine d'une bûcheronne, l'énergie électrique des machines de transformation, l'extraction du minerai pour faire les charnières, l'énergie thermique pour les fondre, le transport, etc. Nous pouvons séparer en deux catégories le type d'énergie ainsi produite. Une première partie correspond à l'articulation métabolique du système-terre (le soleil fait pousser l'arbre dont est issu le bois, une partie de ce bois se fossilisera et finira par devenir un consommable pour une énergie carbone utilisable). Une deuxième partie de l'énergie (plus petite) est produite par les humains. Tout objet de croissance réel est donc, en dernière instance, une quantité d'énergie donnée, nécessairement fournie en partie par des êtres humains. Il y a donc un rapport causal entre la production énergétique et la croissance.

Une croissance exponentielle de l'économie forme ainsi un couple en codépendance avec la croissance énergétique. Une analyse empirique de la production énergétique et de la croissance économique montre cette codépendance (voir fig. 1). La fonction de l'État, par transitivité, correspond donc à entretenir une telle croissance énergétique. Devant ce constat, bien connu des gouvernements, deux contre-arguments surgissent ponctuellement : (i) il est possible de découpler la croissance économique et énergétique ; (ii) il est possible de transitionner vers une production énergétique qui soit «verte». Déconstruire extensivement ces deux objections à la nécessité du problème du couple croissance/énergie (l'objection (i) nie la nécessité, l'objection (ii) neutralise sa gravité) nous serait trop long ici. Nous pouvons

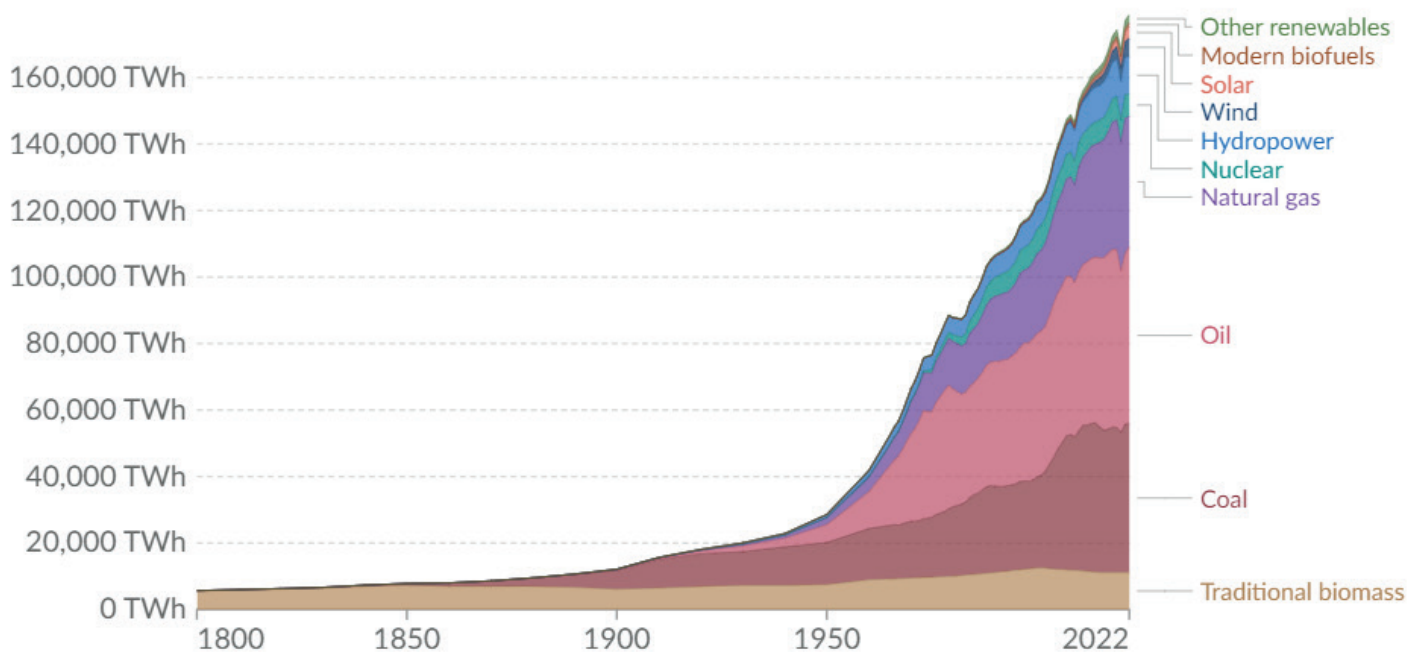


Figure 1 : La production énergétique de 1800 à nos jours et ses sources

<sup>1</sup> S'il ne faut pas nier les problèmes qui peuvent apparaître dans la gestion communes (cf. tragédie des communs et ses réponses), le rapport d'exploitation qui provient de la capitalisation-marchandisation du territoire est substantiellement déterminé par l'exploitation raisonnée du territoire.



toutefois dire que (i) n'a aucun appui empirique tant que l'on regarde la croissance du point de vue international<sup>2</sup> et que pour (ii), il suffira à la lectrice d'observer l'évolution énergétique dans la fig. 1 pour se convaincre du contraire. De plus, ces arguments ne prennent pas en compte l'épuisement des ressources qui ne contribuent pas directement à la production énergétique, à savoir les matières premières comme le bois ou le métal.

*Les tactiques qui tendent à vouloir se rendre crédibles auprès des instances décisionnelles sont paralysantes et actent le verrouillage des dites institutions.*

Si les options (i) et (ii) ne sont pas disponibles comme solution pour l'État, sa fonction – existentielle donc – d'assurer la croissance s'en trouve compromise. Comme l'opération de cette fonction justifie son existence, l'État, qui cherche à se maintenir, est donc en danger existentiel dès que le problème du couplage énergie/croissance est soulevé. Or, nous l'avons vu, le mouvement écologiste, s'il est conséquent, opère en demandant à l'État de sortir d'un tel mode de production qui repose sur une production énergétique mortifère. Il y a donc contradiction dans la méthode du mouvement écologiste, car demander à une entité d'arrêter d'opérer la fonction qui légitime son existence est une absurdité. Le mouvement écologiste se rend ainsi aveugle aux contradictions du capitalisme, persuadé qu'il est possible de le réformer. En toute exactitude, nous pourrions accepter qu'il soit, au moins logiquement, possible d'entamer un processus de réformisme révolutionnaire afin de dépasser la contradiction de la croissance infinie dans un monde fini. L'option nous semble bien plus improbable et périlleuse que la voie révolutionnaire. Mais quoi qu'il en soit, ce n'est pas la marche que suit le mouvement écologiste, qui se répand plutôt en suppliques auprès des gouvernements et des États, lesquels ne contreviendront jamais d'eux-mêmes à leur nature. C'est pourquoi les tactiques qui tendent à vouloir se rendre crédibles auprès des instances décisionnelles sont paralysantes et actent le verrouillage des dites institutions. Elles obscurcissent la dynamique nécessaire d'une lutte contre les fonctions propres de l'État et viennent le légitimer en s'organisant comme un des maillons de la négociation interne au capitalisme et à l'hégémonie.

Quels sont donc les angles morts des mouvements écologistes? Ils sont victimes de la dissonance cognitive de croire que leur bourreau peut aussi être leur bienfaiteur. L'État,

à qui ils réclament l'arrêt de l'autophagie de la société, ne peut accéder à cette requête sans s'autodétruire. Il s'agit de pointer vers les véritables causes du désastre en cours: c'est bien la dépendance au régime de propriété et de croissance qu'il s'agit de surmonter. Et le mouvement écologiste semble trop investi à l'intérieur de la superstructure pour surmonter cette contradiction.

## **Question: 2 Quels sont les liens entre écologisme, anti-oppression et anticapitalisme?**

### **I. Matérialisme, féminisme, intersectionnalité**

L'interdépendance et l'intrication des diverses structures de pouvoir dans une formation sociale déterminée sont devenus dans les soixante dernières années un objet de recherche de choix, et à raison. Les études critiques du genre, par exemple, quand elles ont tenté de se saisir de leur problématique à l'aune des dynamiques coloniales et impériales ont franchement innové en toutes sortes de matières. Il n'est plus possible de naturaliser le système de normes genre/ sexe patriarcal; c'est la coconstitution et la cosubstantialité des différents rapports de domination et d'exploitation qui ne peuvent plus maintenant être niées. Notre matérialisme met de l'avant une histoire du développement conjoint des modèles oppressifs et d'exploitation, s'appuyant l'un sur l'autre, et où les différents aspects des phénomènes sociaux et économiques ont des rapports déterminés. Différentes tendances de la pensée de gauche, telles que le féminisme décolonial, nous habituent à penser aux rapports sociaux comme à des blocs: en termes marxistes, on dirait par exemple que la famille hétéropatriarcale est le modèle de reproduction des forces productives s'étant majoritairement conjoint à la production capitaliste comme au féodalisme et à beaucoup de ce qu'on a appelé gauchement des « modes de production asiatique ». Or, il ne s'agit pas de blocs séparables, détachables sans qu'ils ne soient par le fait même transformés. Il est des patriarcats spécifiques aux féodalismes européens, aux modèles esclavagistes grecs antiques, etc. (la question de savoir s'il y a un patriarcat par classe est d'intérêt, mais sort franchement de notre propos). Le patriarcat existe depuis bien plus longtemps que le capitalisme et lui a survécu dans les « socialismes réels » du vingtième siècle.

De la même manière, le genre comme phénomène social macro, est non sans lien avec les catégories raciales: la famille appelle la patrie. Beaucoup de peuples colonisés ont vu leurs rapports genrés transformés par la colonisation européenne: l'uniformisation coloniale des formes de vie implique à la fois de trouver une manière de produire des unités de consommation et de reproduction de la force de travail dont pourra profiter le capital (la famille, souvent

<sup>2</sup> Sur la question du découplage, nous pouvons affirmer que si l'affirmation est peut-être vraie pour les unités excédentaires de la croissance, cette dernière se repose sur une infrastructure nécessairement polluante.

assistée dans son développement comme rapport dans une formation sociale colonisée par l'idéologie religieuse coloniale) et de transformer les personnes travailleuses œuvrant sous des rapports non capitalistes en salarié-e-s capitalistes (ceci se produit dans un même processus que celui qui les transforme en personnes consommatrices des marchandises capitalistes, et n'est donc pas sans lien avec la famille). L'imposition de formes de vie vient également avec l'imposition de valeurs et de référents culturels, ainsi que de préceptes idéologiques, lesquels sont relativement indépendants, mais répondent en dernière instance des mêmes conditions et exigences.

*La médiation entre l'acte d'acheter  
80\$ d'essence et la fonte des  
glaciers est telle que le marché ne  
peut en l'état représenter aisément  
la quantité de travail que rend  
nécessaire la consommation des  
marchandises en regard de son  
impact écologique. Il faut ainsi que la  
valeur puisse s'appuyer sur un régime  
d'équivalence entre le travail et la  
catastrophe.*

## II. Dépasser le marxisme comme fiction

Quoi qu'il en soit, la transformation des travailleuses non capitalistes en capitalistes mériterait pour chaque cas de longs développements. En effet, de la même manière qu'il faille aujourd'hui considérer comme faisant partie de la doctrine marxiste le produit des recherches concrètes menées par des marxistes sur le passage «immanent» des sociétés féodales aux sociétés capitalistes, il importe de considérer les manières par lesquelles 1) l'émergence du capitalisme en Europe de l'Ouest a lieu dans une économie relativement mondialisée; 2) la production par la politique et l'économie européennes de sociétés capitalistes en Afrique, en Asie, en Europe de l'Est, en Océanie et dans les Amériques est connaissable et étudiée à la fois comme processus «venant de l'extérieur» (par imposition pure et simple) et de l'«intérieur» (par transformation motivée d'institutions, de rapports, etc. par des instances «immanentes» à la «nation»). C'est-à-dire que 1) l'économie capitaliste à laquelle s'intéresse la critique marxiste de l'économie politique trouve des déterminations extrinsèques non seulement dans son passé saisi en tant que sa prime genèse, mais avec ce qu'elle considère être son passé et qui lui est contemporain (les modes et rapports de

production «désuets» qu'elle aspire à remplacer); 2) le capitalisme a un rapport déterminé aux différentes formations nationales dont les peuples sont sa substance, et l'histoire de ces rapports en dévoile possiblement l'interconnexion (par exemple, le développement de l'économie mercantile, puis capitaliste, aux Antilles et dans la vallée du Saint-Laurent entretiennent des rapports historiques objectifs – profits canadiens sur des plantations caribéennes dès la période française par exemple).

Il n'est d'ailleurs pas nécessaire de mettre cette seule lunette économique pour constater l'interdépendance *relative* des formations sociales en contemporanéité (autonomie relative de la circulation des valeurs esthétiques, ou des connaissances scientifiques par exemple). Sous tous ces aspects, on observe néanmoins qu'en tant qu'internationalistes, notre opposition au capitalisme trouve une caution redoublée; en tant qu'anticapitalistes, notre aspiration non nationaliste s'en trouve motivée.

## III. L'anticapitalisme comme urgence

Le développement de rapports capitalistes entre les humains a très vite été saisi par Marx comme une transformation du rapport de l'humain au non-humain. En effet, des manuscrits de 1844 où il commente ses premières lectures d'économie politique jusqu'au *Capital*, l'observation la plus notable est l'assertion imprécise que le capitalisme produit des rapports humains entre les choses (les marchandises émergeant du travail vivant, s'échangeant dans un espace d'interrelation mutuelle) et des rapports de choses entre les humains (les personnes travailleuses sont absolument interchangeable, servent la marchandise et s'abolissent en elle). Le rapport aux choses qu'induit l'émergence d'une problématique écologiste est certainement au moins un peu distinct de celui de la personne travailleuse aliénée à la marchandise.

Nous indiquions très généralement dans notre précédent numéro («Vocabulaire pour la sortie du capitalisme»), à propos de la contradiction entre l'être humain en tant qu'il vit en société et l'être humain en tant qu'il vit en écosystème: «Les contradictions sociales (Capital-Travail; Travail productif-Travail reproductif; Pays impérialistes-Pays dominés par l'impérialisme) ne sont pas essentiellement distinctes des contradictions de la société et du monde où elle s'établit. En effet, l'opposition nécessaire à poser pour la résolution du problème écologiste n'est pas à notre sens celle de l'industrie à l'environnement, d[le la] bûcheron[ne] à l'arbre, du plastique à l'océan, mais bien une opposition interne à l'industrie, qu'elle soit entre la production et les ressources ou l'activité productive et la qualité de vie. On peut néanmoins tout à fait concevoir que la simple résolution de la contradiction capital-travail ne garantit pas en elle seule la transition écologiste.» Il va sans dire que les oppositions telles que celle du «plastique à l'océan» ne sont pas rien. Seulement, il faut les regarder comme un moment du déploiement contradictoire d'un processus qui lui, à notre sens, est plus intéressant à

situer dans l'«industrie» humaine (dans le sens général du travail socialement nécessaire, en tant ici qu'il s'oppose au social).

Ce qui déséquilibre les écosystèmes dans lesquels on s'inscrit relève de la «direction de la production». S'il n'est pas dit *a priori* que les personnes travailleuses organisées pour prendre les choix concrets dans la mobilisation des efforts laborieux (faut-il, et le cas échéant, comment peut-on, exploiter telle ressource; quelle quantité d'x ressource peut-on prendre sans l'épuiser; etc.) serait nécessairement plus écologistes qu'une classe séparée de la production concrète, il est absolument indéniable qu'en l'état, la bourgeoisie est incapable d'assurer d'une manière écologiste la production (se référer à la réponse à la première question). Il n'y a pas de demande pour l'automobile avant l'automobile, il y a l'intérêt de se déplacer plus rapidement, peut-être. C'est évidemment le choix quotidien de chacune qui conduit à prendre la voiture, mais chacun-e n'a pas décidé du développement des infrastructures liées au transport et à l'urbanisme par lesquelles il est plus aisé de se rendre où que ce soit en voiture. Et ce sont évidemment les États et municipalités qui ont commandé la production des routes, mais il ne nous semble pas nécessaire de défendre ici qu'il est des rapports de détermination inscrits dans des dynamiques concrètes et identifiables entre les intérêts du capital (dans l'industrie automobile et du pétrole, par exemple) et les politiques publiques de développement infrastructurel, entre autres.

Est-il néanmoins possible que le capitalisme s'oriente vers des politiques écologistes, et si oui, comment? Il le ferait naturellement si le facteur de risque, d'aggravation de la situation, était effectivement représenté dans la valeur – à savoir que la difficulté engendrée par les contrecoups écologiques de tel ou tel acte économique s'inscrirait dans un régime d'équivalence avec le travail comme valeur. Mais la médiation entre l'acte d'acheter 80\$ d'essence et la fonte

des glaciers est telle que le marché ne peut en l'état représenter aisément la quantité de travail que rend nécessaire la consommation des marchandises en regard de son impact écologique. Il faut ainsi que la valeur puisse s'appuyer sur un régime d'équivalence entre le travail et la catastrophe. Des stratégies incitatives et dissuasives conçues par les États pour répondre à ce genre d'impératifs nous semblent au moins insuffisantes, au pire, contreproductives (pensons à la proposition du système de crédit carbone).

*Notre position se résume à peu près ainsi: c'est en tant qu'autre de l'État capitaliste, [...] qu'il faut s'opposer à lui, et non en son sein et selon ses règles; il faut s'opposer à lui comme peuple — et non seulement comme groupe — qui refuse la domination et l'exploitation capitalistes.*

Reste que la droite est capable de se saisir du thème écologiste pour faire du millage catastrophiste. Les droites extrêmes, y compris conservatrices, gaullistes, républicaines, dans certains espaces politiques décentrés vers la droite, ont en effet tout à gagner à ce que le sentiment de désastre ne trouvant pas d'exutoire positif dans une proposition politique s'attaquant frontalement au problème de la production capitaliste, se déverse dans une panique sécuritaire, laquelle laisserait tout l'espace à l'État et aux grandes corporations pour – dans la moins pire des possibilités – une réorganisation éocompatible de l'économie capitaliste. Pour l'instant, la droite *mainstream* se situe dans la catégorie des insuffisants; il n'est pas dit que les écofascistes (de groupes existants comme de formations d'extrême droite qui évolueraient au fil des crises) n'y seraient pas non plus. Quoi qu'il en soit, l'effet d'une telle convergence de fractions de la bourgeoisie (les industriels «verts», tout d'abord, y compris les entreprises d'État) autour d'un projet autoritaire, explicitement ou pas, ressemblerait probablement au pire de ce que la gestion de crise capitaliste nous a donné à voir dans les dernières années.

### **Question 3: Comment peut-on alors parvenir à un système écologiste, anti-oppressif et anticapitaliste ?**

Exactement à l'inverse de la gestion capitaliste des crises se trouve l'option populaire. Dans le fait, ce sont nos voisin-e-s, nos ami-e-s, ce sont tellement de gens de notre classe que nous ne connaissons pas qui produisent et livrent la





nourriture en temps de pandémie; ce ne sont pas les fonctionnaires qui éteignent les feux de forêt; et ce ne sont ni les médecins ni la classe investissant en pharmaceutique qui produisent les médicaments. C'est nous qui effectuons le travail: la coordination de nos efforts devrait être régie par notre choix. Qu'il s'agisse du travail imposé par les situations de crise ou du travail en général en tant qu'il impacte les écosystèmes dans lesquels on s'inscrit, ce qui a été dit plus haut nous amène à postuler qu'il saurait mieux se diriger de lui-même que de répondre aux exigences du capital.

Concrètement, il s'agit que cessent de telles habitudes que l'exploitation déraisonnée des ressources pour produire des marchandises (sur lesquelles on n'a d'autre droit de cité que de prendre ou s'abstenir), ou que la pollution désinhibée des airs et des eaux (particulièrement mais non seulement en ce qui concerne les gaz à effet de serre). La proposition historique du communisme d'une forme ou d'une autre d'économie de commande nous semble prendre en ce sens un intérêt renouvelé: le comportement de la personne consommatrice rationnelle ne constitue en toute vraisemblance pas la base d'une éthique écologiste de l'agence économique.

*Rendre vraisemblable non pas un de ces plans, mais le monde possible où ils se déploient est l'enjeu idéologique central dans l'opposition d'un écologisme révolutionnaire à l'État, du moins en tant qu'on s'oppose à l'aspect cynique de l'idéologie dominante.*

Or, transformer en ce sens la société, c'est un programme qui n'a pas trouvé de marche à suivre définitive. En effet, toute l'histoire de la gauche est traversée par cette difficulté, dont un des aspects est: faut-il se saisir du pouvoir de l'État d'abord ou faut-il imposer «par le bas» notre option? Nous avons commencé de développer ailleurs («Ébauche à une stratégie révolutionnaire», «Vocabulaire pour la sortie du capitalisme», dans *Première Ligne*, n° 1, mais aussi antérieurement, et avec d'autres camarades, dans *Pour une écologie révolutionnaire* (CLAC, 2022)) notre position qui se résume à peu près ainsi: c'est en tant qu'autre de l'État capitaliste, ainsi que nous l'avons vu dans la réponse à la première question, qu'il faut s'opposer à lui, et non en son sein et selon ses règles; il faut s'opposer à lui comme peuple — et non seulement comme groupe — qui refuse la domination et l'exploitation capitalistes; en ce sens, la fin du pouvoir

bourgeois est la condition de possibilité de l'anarchie, du communisme; mais le développement de nos forces dans l'opposition, en tant que nous voulons nous développer dans et par la lutte et n'attendre pas le «moment propice» pour dévoiler nos ambitions révolutionnaires, implique effectivement de ne sortir jamais du «travail par le bas» tant qu'il y aura de l'«en-bas» et de l'«en-haut».

## I. La révolution à même la révolution

S'il est vrai que nos gestes sont porteurs de mondes possibles, il n'est pas moins vrai que la possibilité du communisme n'est pas le communisme, et c'est pourquoi nous disons: la transformation sociale est la forme et le contenu de la transformation sociale. C'est-à-dire, contre les promesses floues de la droite verte comme de la gauche rouge pâle, que nous ne nous satisfaisons que de politique en acte. *Nous ne voulons pas donner notre vie à faire élire un parti communiste qui trahirait le peuple comme il l'a toujours fait; nous ne voulons pas faire naître des mondes possibles sur des parcelles peu chères de la Laurentie sans s'assurer qu'elles sont effectivement le laboratoire de vies nouvelles dont l'expérience saura enrichir plus que notre néo-ruralité; nous refusons de considérer que notre seule option pour changer la vie est de se fossiliser dans le roc de l'État, dans une fonction d'opposition interne, que ce soit dans le milieu communautaire ou dans un ministère providentiel. Nous ne savons pas si c'est au présent que nous pouvons parler de communisme, mais il se peut qu'il n'y ait rien de révolutionnaire à attendre d'être certain-e-s de pouvoir en parler.* Il est des rapports transformés, nous les vivons au jour le jour dans les moments de solidarités, de don désintéressé, dans la compersion polyamoureuse peut-être; nous vivons la transformation de toutes sortes de rapports quand on se réunit pour s'organiser sans autre intérêt que l'amélioration des conditions de sa classe.

Toutes les considérations mentionnées plus haut ne prennent sens qu'au contact concret de la lutte, et ne peuvent prendre forme qu'en elle. Nulle théorisation sur les modèles de prise de décision collective ne se vaut qu'éprouvée, nul plan d'action foireux ne se vaut sans sa réalisation; et bien que la théorie semble encore condition de possibilité, du moins dans une certaine mesure, de la pratique, les fantasmes d'imposition d'un modèle déduit a priori de la nécessité théorique qui se dégagerait de la situation ne pourront qu'être amèrement déçus ou satisfaits dans le crime<sup>3</sup>.

*Nous pourrions vous dire qu'il faut des soviets pour se substituer au pouvoir bourgeois, qu'il faut que les syndicats s'organisent pour mettre fin aux projets polluants, qu'il faut des organisations fortes qui visent à se dissoudre dans le mouvement réel qui abolit l'état des choses; mais c'est là un de ces scénarios schématiques, qui prend acte d'un certain nombre de réalités, fondé sur une théorisation particulière et située du pouvoir bourgeois (la nôtre). Autant de telles conjectures sont-elles absolument nécessaires, il nous importe plus ici de faire*

<sup>3</sup> Ce double statut de l'utopie-planification révolutionnaire – à la fois nécessaire et impossible (si on la prend au sérieux pour ce qu'elle est) – est un dilemme même pour notre niveau d'organisation.

*comprendre que nous ne nous reconnaissons pas la caution épistémologique de mettre de l'avant les nôtres, et ne nous la reconnaitrons de plus en plus à condition de s'engager dans la lutte des classes jusqu'à des situations qui nous permettent de mettre à l'épreuve nos théories portant au plus immédiat sur l'organisation non-capitaliste.*

Évidemment, à terme moyen, un mouvement écologiste conséquent diffuserait de manière vaste et concertée des mots d'ordre informés et du discours de vulgarisation. Il s'agit de comprendre et de diffuser les limitations qu'imposent la finitude des ressources et la gravité de notre impact sur les écosystèmes auxquels nous participons. De là peut naître une multitude de débats et de discussions informées sur les mesures d'une décroissance concrète. Rendre vraisemblable non pas un de ces plans, mais le monde possible où ils se déploient est l'enjeu idéologique central dans l'opposition d'un écologisme révolutionnaire à l'État, du moins en tant qu'on s'oppose à l'aspect cynique de l'idéologie dominante. Il s'agit essentiellement de porter, à grande échelle, la critique développée dans la seconde partie de notre réponse à la première question partout où des possibles contradictoires au capitalisme jaillissent et sont étouffés.

Une fois informé des limites indiquées par la science de l'environnement, le débat sur la direction de la production ainsi que toutes sortes d'autres «choix de société» n'en est pas arrêté pour autant. Il est des dilemmes inquiétants sur des sources d'énergie diverses (à la fois quant à leur danger, leur «propreté», l'éthique du recours à elles). Généralement, ni la forme ni la distribution dans l'activité productive des énergies (humaines, électrique, etc.), ni la finalité en vue de laquelle l'énergie est distribuée, ainsi que la manière, les quantités allouées, même amoindries par l'au revoir aux énergies fossiles (dont la forme n'est pas non plus donnée dès qu'on a dit, comme plus haut, qu'il n'impliquerait pas l'État capitaliste), ne doivent échapper au débat et à l'arrêt des instances et structures (y compris «informelles») de la révolution.

Quel que soit la manière qu'une société a par ailleurs d'assurer la prise de décision en matière de planification économique sans usurpation à quiconque de son droit de participer à la *res communis*, elle devra par exemple déterminer les manières que des procédures démocratiques débouchent sur des décisions écologistes et légitimes. Ainsi, toutes sortes de problèmes seront reconduits dans les instances de la politique et de l'économie auxquelles on renvoie. Il s'agira par exemple de déterminer comment négocier l'exigence de confort avec la limitation des ressources. En effet, une tension interne à la production par l'humain de la vie humaine est qu'il n'est pas impossible que, toute chose étant égale par ailleurs et sur une société tout entière, la qualité de la vie soit inversement proportionnelle au temps disponible pour en jouir. Dans une perspective émancipatrice, il s'agirait de produire des situations où l'éco-personne-de-l'anarfutur non seulement sera, dans la prise de décision, responsable de son existence (individuelle, sociale, communautaire, etc.), mais participera au processus politique de désignation de l'option préférable quant à un choix donné en considération

de la multiplicité et de l'hétérogénéité de ses impacts, identifiant par le fait même ses intérêts propres à ceux des autres vivants (y compris des humains).

*C'est pourquoi la révolution écologiste ne doit pas être un processus qui attend la prise de pouvoir politique pour s'attaquer au capital pollueur et à l'État minier, pillier et colonial du soi-disant Canada. Notre meilleure chance que du lien réel soit créé entre les populations concernées par la crise écologiste, c'est qu'elles se rencontrent dans la lutte, par l'intermédiaire des organisations et personnes mobilisées. C'est aussi pourquoi elle ne doit pas non plus être, comme l'a été l'écoterrorisme d'une séquence antérieure de l'écologie politique, une collection d'aventures isolées d'éléments conscientisés. Cette voie isole malheureusement plus qu'elle ne rassemble, et nous semble répondre plutôt à des exigences morales qu'à des impératifs stratégiques.*

*Nous qui luttons sous le capitalisme contre lui aspirons à organiser la révolution, mais la révolution doit être ce geste par lequel il n'est d'organisé·e qui ne puisse aussi immédiatement devenir organisant·e.*

## II. Organisation, décentralisation

Conscient·e·s que nous sommes des limitations de nos appréhensions situées du monde, la structuration de la participation à la décision politique en considération des oppressions multiples et de la marginalisation de toutes sortes de catégories sociales peut être réfléchi dans l'abstrait, mais en situation, ce sont les rapports réels des groupes et des personnes qui se structurent dans la nécessité de l'événement politique (telle ou telle mobilisation écolo). Par exemple, il s'agira d'aller travailler auprès des réfugié·e·s climatiques organisé·e·s comme il s'est toujours agi d'aller travailler auprès des organisations de personnes travailleuses migrantes (ce à quoi nous ne sommes, chose certaine, résolument pas doué·e·s).

Il faut observer que les populations qui participent présentement à différents processus révolutionnaires sont à l'avant-garde de l'organisation politique d'extrême gauche soit en matière d'écologie (pensons aux Kurdes) ou de réaction aux catastrophes (pensons aux Philipin·e·s). *Le souvenir lointain et doux-amer d'une internationale de l'extrême gauche organisée, nous l'espérons, ne doit pas nous garder d'espérer qu'il existera des modes par lesquels il sera possible d'apprendre des organisations les plus avancées, ainsi que par lesquels l'échelle internationale des catastrophes pourra commencer d'être problématisée concrètement. Les voies concrètes par*

lesquelles ces aspirations se concrétiseraient sont toutes à trouver à même la lutte des classes, et il s'agira à moyen terme d'apporter un effort conséquent à la solidarité internationale<sup>4</sup>.

Nous avons qui plus est tout à gagner à faire le rapprochement entre certaines habitudes de la pensée virile et l'écocide. Il est vrai, comme l'indique l'écoféminisme, que des rapports sérieux sont à établir entre le droit viril sur les corps et les tendances des formations sociales capitalistes-patriarcales à l'écocide. La perspective écocommuniste de changer la vie doit prendre d'un seul bloc, à bras le corps ce qui doit être transformé dans nos modes de vie pour qu'ils correspondent avec les exigences de l'écologie *en même temps* qu'avec les exigences des politiques anarchistes strictement interhumaines; et nous espérons bien qu'avec le mode de vie centré sur la voiture et la production gaspilleuse sera mise en cause, par exemple, la famille patriarcale contemporaine (l'unité de consommation famille-ménage pourrait en effet bien être rompue par les modes spécifiques de distribution dont des socialismes libertaires voudraient faire l'expérience).

*Quand même nous ne croyons pas qu'une organisation doit diriger la sortie du capitalisme à une échelle déterminée (grand Dieu non !), nous croyons que la seule manière de sortir de la succession des campagnes est de former des organisations écologistes puissantes sur des bases anticapitalistes, antiracistes, féministes intersectionnelles. Nous croyons qu'une révolution écologiste n'est pas concevable sans une mobilisation massive, laquelle s'inscrit dans une situation où les classes dirigeantes cessent de pouvoir diriger comme à l'ordinaire. Cette mobilisation doit être le lieu même où la vérité de la politique écologiste non capitaliste est produite démocratiquement.* Le processus révolutionnaire n'est pas autre chose que cette émancipation non seulement proclamatrice mais en acte, à savoir que les soviets doivent avoir le pouvoir d'exproprier les raffineries, de réorganiser l'approvisionnement, etc.

La forme que prend le processus révolutionnaire doit être en soi émancipation et pluralisme: il ne faut pas tolérer les discours des socialismes de bureaucrates qui veulent que la production doive être à tel taux avant que tel ou tel aspect de l'État soit en désuétude. Pour un tenant du socialisme de marché à la chinoise ou de l'étapisme économiciste à la soviétique, il ne sera jamais temps pour plus de démocratie directe, pour la gestion absolument ouvrière-collective des lieux de production, etc. Nous qui luttons sous le capitalisme contre lui aspirons à organiser la révolution, mais la révolution doit être ce geste par lequel il n'est d'organisé-e qui ne puisse aussi immédiatement devenir organisant-e. La confrontation de cette exigence à la concrétude de la lutte *oblige* nos organisations à réfléchir sérieusement de telles choses que la démocratie, les mandats, la représentation, la redevabilité, etc.

Il s'agit donc non seulement de mettre en place une politique au contenu écologiste, mais que le processus de transformation soit, et débouche sur, une structure de la direction de la production qui permette aux enjeux d'être exprimés dans toute leur complexité.

*La voie de l'écocommunisme, la voie de l'anarchie vert-et-noir, nous obligera à marcher dans les ronces; en effet, la terre dont hériterait une fédération de communes, ou une révolution déterritorialisée et apatride, est engagée dans une voie catastrophique.*

#### **Question 4: Comment voyez-vous le rôle que devrait prendre Rage climatique dans la mise en place d'un système comme celui-ci ?**

Quel est le rôle d'une organisation écologiste et anticapitaliste dans la lutte pour un monde post-capitaliste? Tout le sel de l'organisation politique est à miner dans cette tension entre le développement autonome de la lutte par elle-même, en son sein, et le nécessaire travail de direction des actions des révolutionnaires dans la lutte, lequel nécessite des formes déterminées démocratiquement et du travail théorique. L'organisation est l'unité dialectique de ces contraires à pôles multiples, et la révolution à travers laquelle elle se dissout dans le mouvement de masse est la subsumption de ladite contradiction.

Le mouvement écologiste pourrait a priori sembler le terrain idéal pour la confrontation totale avec l'ordre bourgeois. Comme nous l'avons dit en réponse à la première question, il faudrait pour cela d'abord qu'il réalise qu'il fonctionne comme le verrou qui empêche un dépassement des contradictions internes du capitalisme sous ses aspects qui concernent l'écologie. C'est en actant que notre présent ne contient pas les possibilités de se modifier que le mouvement ouvrirait alors la voie vers un imaginaire qui nous appartient en propre. Néanmoins, comme le mouvement pour le désarmement nucléaire avant lui, avec lequel il partage d'être un mouvement qui prétend s'opposer à la possibilité de l'annihilation (d'une partie) de la vie (humaine, entre autres), le mouvement écologiste n'a pas eu sa proposition positive

<sup>4</sup> Néanmoins, gardons en tête qu'il faut toujours bien avoir la force de se coordonner avec des groupes étrangers et être une organisation intéressante, avec laquelle on a des raisons de se coordonner.



(l'anarchie!, le communisme!), ses processus de *réalisation* (le socialisme libertaire! le «socialisme» pas nécessairement libertaire!). Il semble en effet qu'il faille, pour un projet politique écologiste qui vise une échelle déterminée, qu'il soit négatif (opposition à tel projet-machin-chose-dégueu quitue-des-grenouilles), soit «hébergé» par des libéraux en vert (sous-traitance du recyclage, taxe carbone), des mouvances anarchisantes (commune éco-machin, préservation d'espaces vagues), etc.

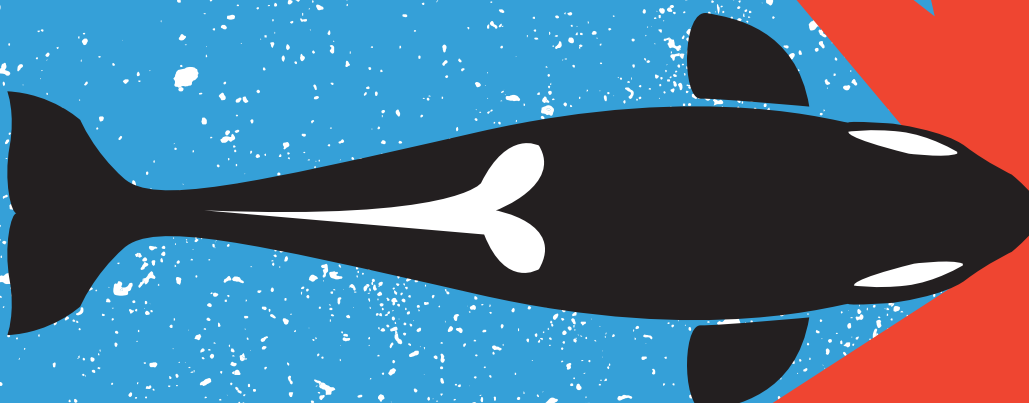
Or, bien que l'extrême gauche qui la fait vivre tend à voir l'écologie comme un aspect de sa lutte qui ne prend le centre que dans les contingences catastrophiques qui sont les nôtres, il n'est pas dit que *le centrement de la problématique écologiste est inintéressant pour un anticapitalisme pluriel mais unifié autour de lignes structurantes, autant en matière de communisme économique que d'anarchisme politique. Une organisation écologiste qui serait en mesure de mettre de l'avant des possibilités réelles de s'opposer à l'État capitaliste, particulièrement, de mettre en place directement des politiques écologistes (en bloquant tel projet, mais, à terme, en entreprenant également du travail positif) obligerait quiconque veut inventer le futur à joindre son mouvement sur ses termes.*

À ce titre, il est des exemples occidentaux qui opèrent le changement de paradigme que nous proposons – et ils nous inspirent. Des exemples qui substituent à l'absurde modèle confrontationnel-collaborateur dont nous parlions dans la première réponse. Des exemples qui s'émancipent de l'insertion dans la société par l'impératif de la civilité. Ces sociétés non-civiles, s'organisent pour s'attaquer directement aux États et aux pollueurs (comme nous l'avions suggéré dans la troisième réponse), mais surtout elles s'attaquent directement à ce monde dont nous ne voulons pas. Si nous avons mis en garde (« Ébauche à une stratégie révolutionnaire »)

contre cette tentation de confondre des tactiques (comme moyens) pour des stratégies (comme visant des fins), nous avons vu à Sainte-Soline la coalition des Soulèvements de la Terre œuvrer directement contre un modèle de société (au travers de la lutte contre les mégabassines). Ce type d'action prend – enfin! – acte de la gravité de la situation et permet d'unir les éléments les plus timides et réformistes sur nos bases radicales (et nos pensées se dirigent vers la fonderie Horne). Il s'agit, à notre sens, du premier pas vers la lutte écologiste réelle, celle qui permettra de se défaire des effarouchements bourgeois du mouvement écologiste pour créer une réelle union avec les peuples dominés par l'impérialisme et le colonialisme, sur une base égale de lutte concrète (et non symbolique).

La voie de l'écocommunisme, la voie de l'anarchie vert-et-noir, nous obligera à continuer de marcher dans les ronces; en effet, la terre dont hériterait une fédération de communes, ou une révolution déterritorialisée et apatride, est déjà engagée dans une voie catastrophique. Au luxe communiste rêvé aux époques où les critiques de l'industrie étaient minoritaires de part et d'autre du rideau de fer, il faut substituer une nouvelle figure de la vie postcapitaliste, qui ne se raffinera qu'autant que nous saurons nous informer des conditions dans lesquelles évolueront les formations sociales qu'on souhaite voir s'engager dans un processus révolutionnaire. Nos pauvretés joyeuses sous le capitalisme sauront, il faut l'espérer, devenir autant de joies partagées dans la précarité catastrophique où le capitalisme nous aura jeté. Camarades, dressons-nous fièrement comme le parti de la vie face à l'ordre de la mort. «Ainsi», comme l'écrivait l'écrivain caribéen Edouard Glissant, «ainsi renonçons-nous à bien plus que tarir. Nous sommes horde en chaque rière enracinés. Nous courons la ville et osons la mer. L'eau rèche nous lie».





---

**PREMIÈRE LIGNE**



[premiereligne.info](http://premiereligne.info)



[premierelignecollectif](https://www.instagram.com/premierelignecollectif)

**FIN DU MONDE  
FIN DU MOIS**



**MÊMES COUPABLES  
MÊME COMBAT**





# RÉPONSE 2

**C.A.J.**

**Beneri**

## **Question 1 : Quels sont les angles morts des mouvements écologistes actuels d'après vous ?**

Il serait de mauvaise foi de chercher à critiquer tous les mouvements écologistes comme si ces derniers ne recouvraient pas des réalités très différentes et des positions politiques variées. Nous allons tâcher ici de concentrer notre réflexion sur les mouvements qui prétendent transformer radicalement la société afin d'atténuer la catastrophe. Nous ne considérerons pas les mouvements qui n'ont pas au moins en leur sein la volonté d'améliorer les choses pour la majorité des habitants de la planète. Écofascistes, capitalistes verts, réformistes bourgeois sont des ennemis irrécyclables que nous ne chercherons pas à convaincre. Nous parlons à ces militant·e·s qui veulent un monde meilleur pour tou·te·s, qui luttent pour un monde débarrassé des oppressions. Nous parlons à ceux qui ne restreignent pas leur solidarité et leur amour de l'humanité aux frontières des États ou à l'Occident.

Même en limitant notre discours aux personnes qui cherchent à transformer le monde nous observons de larges angles morts dans les pratiques, les formes organisationnelles et l'idéologie de ces mouvements.

L'écologisme peine à exister comme mouvement politique autonome, car il ne devrait pas l'être. De la même façon que l'antifascisme peut aussi bien être anarchiste que social-démocrate, le mouvement écolo doit choisir son camp. Il est aujourd'hui de bon ton de critiquer le capitalisme et de dire qu'on pense que ce système est à l'origine de la crise climatique. Cela est très certainement vrai, mais l'analyse ne va que rarement au-delà de ça, y compris chez les militant·e·s de tendance plus radicale. On s'accorde qu'il faudrait mettre fin à ce système mortifère pour sauver la planète mais on ne produit aucune piste pour son abolition concrète. Notre hypothèse est que cet anticapitalisme n'est que la façade prétendument radicale de tendances réformistes et défaitistes

dans le milieu écologiste. Les défaitistes ne croient pas qu'on puisse changer les choses par la révolution, pour des raisons diverses, donc à quoi bon essayer? Les réformistes déguisé-e-s ne veulent en réalité qu'une social-démocratie verte. Ces deux tendances s'accordant très bien pour ne pas s'attaquer frontalement au statu quo.

Ceci explique qu'on se perde en campagnes et mobilisations vaines, marquées par les mêmes problèmes et les mêmes insuffisances, encore et encore. On lutte contre tel ou tel pipeline, contre telle ou telle COP au lieu de s'attaquer à l'origine du problème et de se poser les questions concrètes de son abolition.

La question principale est celle de la rupture révolutionnaire, car sans elle pas de fin du capitalisme et donc pas de fin aux destructions environnementales et sociales. Si le mouvement écologiste ne cherche pas à prendre cette question à bras le corps, tous ses efforts seront vains et voués à l'échec. Nous pensons cependant qu'une partie du mouvement écologiste radical ne veut pas de cette rupture révolutionnaire et lutte activement contre cette position. Nous pensons qu'une grande partie de ce mouvement vit dans un confort relatif qui lui permet de se désintéresser des questions sociales, ce qui explique le peu de perspectives stratégiques actuelles. De jeunes bourgeois-es se politisent par ce biais sans avoir à contester leur place dans ce système autrement qu'en se définissant comme «anticapitalistes», comme une simple position de principe. Pour certain-e-s il s'agit même d'une lutte qui offre des perspectives de carrière et d'intégration dans l'ordre bourgeois dominant et le capitalisme vert, sous prétexte de «changer les choses de l'intérieur».

Nous en appelons aux révolutionnaires écologistes anticapitalistes sincères à débarrasser le milieu de ces scories. L'écologie devrait être ce que fut la lutte contre la guerre au Vietnam en termes de mobilisation internationale. Pourtant, loin de galvaniser le mouvement et de devenir une menace pour l'État, on reproduit encore et encore les mêmes mobilisations sans se constituer comme une réelle force de frappe. L'écologie ne devrait pas être une lutte séparée du reste du mouvement. Les jeunes gens qui se politisent par ce biais devraient avoir une aussi bonne connaissance de la question sociale que des enjeux liés aux écosystèmes.

## Question: 2 Quels sont les liens entre écologisme, anti-oppression et anticapitalisme ?

Il semble peut-être évident aujourd'hui à n'importe quel militant-e sérieuse que l'écologisme n'est pas simplement un appel à préserver les espèces en danger et à réduire les émissions de carbone. Il ne s'agit pas non plus de simplement radicaliser les actions qui pourraient être entreprises pour améliorer les conditions environnementales (notamment sur l'extractivisme ou l'abandon de certaines matières ou technologies). De la même manière que les dernières années nous ont appris à réfléchir l'oppression de manière systémique, c'est-à-dire à considérer les interactions, les interconnexions et les relations des différentes parties du système pour en comprendre son fonctionnement global, nous pensons que l'écologisme doit aussi être abordé ainsi. Ce système, c'est le système capitaliste. L'histoire des sciences pourrait nous montrer que des pratiques écocidaire existaient avant le règne capitaliste ou encore que des régimes non capitalistes pourraient être responsables de dégâts environnementaux. Et pourtant un fait demeure, le seul monde à avoir existé, c'est celui du triomphe du capitalisme, dont le succès est indissociable de ses liens avec le colonialisme et l'impérialisme. En comprenant cet état de fait, nous pensons qu'il faut nous départir d'une vision du monde où chaque petite amélioration constituerait un gain pour comprendre que sans mettre un terme au système écocidaire même, ces gains restent au mieux insignifiants ou isolés, au pire des tactiques gouvernementales pour pacifier les populations et étouffer nos mouvements.



Inversement, l'oppression ne s'arrête pas aux ravages écologiques. Elle se nourrit des inégalités sociales, raciales, de genre et de classe que le capitalisme entretient. Là encore, il faut néanmoins se débarrasser de conceptions idéalistes ou sociales-démocrates. Le racisme et le cishétérosexisme ne peuvent pas être conçus comme des préjugés, des exclusions arbitraires, des préférences ou des favoritismes; leur existence historique se trouve justifiée et justifie les régimes économiques d'exploitation des personnes et des ressources.

Les formes libérales du capitalisme ont permis de limiter certains aspects du racisme, du patriarcat, de l'exclusion (voir à ce sujet l'article *Pour un mouvement révolutionnaire queer* dans ce numéro), mais nous disons qu'il ne s'agit que de médiations qui servent à camoufler les souffrances quotidiennes de la plus grande part de l'humanité, notamment dans le Sud global et dans les endroits dominés par l'impérialisme et le colonialisme. Entretenir aujourd'hui l'idée d'un

perpétuel progrès, c'est endosser implicitement le racisme, les violences patriarcales et sexuelles, la pauvreté, la maladie et la mort.

*«Nous allons hériter de la terre, ça ne fait pas le moindre doute. La bourgeoisie peut détruire et ruiner son propre monde avant de quitter la scène de l'histoire. Nous portons un monde nouveau ici, dans nos cœurs. Ce monde grandit en ce moment.»*

Nous pensons que l'anticapitalisme d'aujourd'hui doit résolument se débarrasser de toute conception erronée autour des classes sociales et des autres systèmes de castes et de rapports de domination. Ni fétichisme, ni opportunisme, les mouvements anticapitalistes écologistes que nous voulons placent l'autonomie des masses à l'avant-plan. Une réelle compréhension du système capitaliste, qui va de pair avec un profond engagement révolutionnaire dans ce qu'il a de pragmatique, de pratique, permet non seulement de mieux comprendre les problèmes sociaux et environnementaux, mais aussi d'en arriver à intervenir là où il y a des possibilités de transformations réelles des conditions de vie, plutôt que de se limiter à simplement prêcher une bonne parole, à cocher l'enjeu écologiste sur une liste ou à reconnaître de façon non performative les effets du colonialisme.

### **Question 3: Comment peut-on alors parvenir à un système écologiste, anti-oppressif et anticapitaliste ?**

Ici, on entre dans quelque chose de beaucoup plus dense : d'une part, c'est le lieu des espoirs et des fantasmes, l'inventaire des possibles, qui sert malheureusement aussi à contrer les images de mort qui nous habitent de plus en plus.

La démonstration longue fournie ici dans la Réponse 1 est incontournable à lire pour toutes celles, pour tous ceux qui veulent dépasser les vœux pieux et qui souhaitent pouvoir contribuer à ce que les rêves de sociétés libres et collectives que nous entretenons deviennent des réalités. Nous pensons que la gauche révolutionnaire occidentale s'est trop souvent contentée, dans les dernières années, de laisser une grande distance entre l'état actuel des choses et l'état souhaité. Des pistes de réflexion intéressantes pour changer ce rapport sont proposées ici.

Néanmoins, ce qu'il semble important de garder en tête, c'est qu'il est possible dès maintenant de voir comment les formes de lutte et les légitimités que l'on construit actuellement

peuvent agir comme embryons pour les sociétés à venir. Nous appelons les camarades à prendre leurs responsabilités en ce sens, et à voir, comment ensemble nous pouvons mieux réfléchir nos actions, à agir plutôt qu'à subir, à entreprendre plutôt qu'à se laisser happer. Le monde de demain repose sur les forces d'aujourd'hui.

### **Question 4: Comment voyez-vous le rôle que devrait prendre Rage climatique dans la mise en place d'un système comme celui-ci ?**

Le collectif Rage climatique est l'héritier des formes organisationnelles liées à la lutte contre la COP15. Cette campagne a eu un assez bon succès médiatique mais fut un échec cuisant en termes de mobilisation sur le terrain. Ce regroupement aura cependant permis de tisser des liens, de rencontrer de nouvelles personnes et de lancer de nouvelles initiatives. Ainsi, Première ligne n'existerait sans doute pas sans cette mobilisation écologiste qui nous a permis de nous rencontrer et de militer ensemble.

Cependant nous avons pour Rage climatique des critiques similaires à celles que nous avons pour les autres collectifs de ce type créés autour d'enjeux particuliers ou pour une campagne. La ligne politique y est floue, les structures laissent placent à de larges manœuvres peu démocratiques voire autoritaires et ces groupes semblent incapables de se doter de perspectives révolutionnaires, quand bien même ils en auraient envie. On pourrait défendre l'idée que cette façon de faire est justement ce qui permet aux gens de s'intégrer massivement sans nécessairement avoir un important bagage politique. C'est sans doute partiellement vrai. Cependant, il semble plus que douteux que la forme assemblée soit la meilleure façon d'agrèger, de former et de conserver de nouvelles personnes. Les assemblées de la COP15 en sont la preuve parfaite. Ensuite, Rage climatique n'a pas réuni un groupe de personnes suffisamment large qui justifierait d'en tolérer les faiblesses structurelles.

Nous pensons que le rôle de Rage climatique est de rassembler une fraction du mouvement écologiste étudiant et d'habituer ces nouvelles personnes à lutter aux côtés de militant·e·s révolutionnaires. Cependant nous ne voyons pas de meilleure méthode dans la situation actuelle que de créer des organisations révolutionnaires structurées, anarchistes et communistes. Elles seules sont théoriquement capables de s'emparer aussi bien des enjeux liés aux oppressions, à la lutte de classe et à l'écologie. Ces structures sont nos outils pour penser les questions politiques, tactiques et stratégiques et construire l'espoir d'un monde nouveau.

«Nous allons hériter de la terre, ça ne fait pas le moindre doute. La bourgeoisie peut détruire et ruiner son propre monde avant de quitter la scène de l'histoire. Nous portons un monde nouveau ici, dans nos cœurs. Ce monde grandit en ce moment.» Buenaventura Durutti





# MON PREMIER BLACK BLOC

**Beneri**

## Pratique et histoire des autonomes allemands

**L**a tactique du Black Bloc a connu de nombreuses évolutions depuis son apparition en Allemagne au cours des années 1980. À l'époque, le mouvement autonome<sup>1</sup> s'empare de cette tactique pour se défendre contre la police et pour se protéger de la répression lors des manifestations. Casques de moto, vestes de cuir, gants, barres de fer et lance-pierres étaient alors plus communs que le noir uniforme des imperméables d'aujourd'hui. Le Bloc est alors une masse solide, mais sa force principale repose sur sa capacité de confrontation groupée autant que sur l'anonymat relatif de ses participant·e·s.

La féroce répression policière et judiciaire est directement à l'origine du Black Bloc qui apparaît comme une nouveauté tactique devant ce problème spécifique. La criminalisation du mouvement, l'intense répression et le reflux de la vague révolutionnaire depuis les années 1970 font qu'il est plus difficile aujourd'hui de sortir casques et barres de fer. Pour s'adapter à cette situation, le mouvement autonome allemand a raffiné ses tactiques de rue en y implémentant des bannières et en améliorant l'anonymat des personnes au sein du Bloc. Aujourd'hui encore, la police allemande conserve cette habitude de maintenir la pression sur les manifestant·e·s. Les forces antiémeutes enserrant généralement la manif, se tenant à distance d'un bras des premières lignes de camarades. Il est alors très difficile de se sentir en sécurité et de mener des actions tant sont grandes la surveillance et la rapidité de réaction des policiers.

<sup>1</sup> Le mouvement autonome est un mouvement politique et social diversifié au sein duquel se croisent de nombreux héritages marxistes et libertaires, prônant l'action autonome des opprimé·e·s et rejetant les structures syndicales, les partis institutionnels et autres structures de médiations de la contestation contre l'État, le capitalisme et toutes les oppressions.



Pour empêcher que la police puisse arrêter facilement des militant-e-s ou disperser la manifestation, les autonomes allemand-e-s ont commencé à couvrir l'entièreté des cortèges par de longues séries de bannières. L'objectif derrière cette tactique est de ne laisser aucun point d'entrée possible pour les forces de l'ordre dans le Bloc. Les bannières de côtés sont ainsi souvent fixées sur de longues cordes qui encadrent le cortège et en assurent la cohésion. Il faut aussi ajouter à cela que les groupes de camarades se placent en lignes compactes à l'intérieur du Bloc et se tiennent solidement les un-e-s aux autres. Ceci permet de mieux résister aux charges policières, la police allemande comptant en effet beaucoup sur l'effet psychologique d'un choc intense, très brutal et impressionnant pour briser toute résistance.

En ce qui a trait aux tactiques d'habillement favorisant l'anonymat, les tenues des camarades plus disparates – les cagoules et les masques de qualités variées ainsi que les traits distinctifs peu camouflés – ont dû être révisés avec le renforcement de la surveillance, notamment l'utilisation de la vidéo par la police. Aujourd'hui l'attention portée à l'habillement est devenue majeure. Les camarades ne se contentent plus simplement de tenues noires; les habits sont souvent exactement les mêmes d'une personne à l'autre, surtout au sein d'un même groupe politique. Les vestes imperméables et autres coupe-vent sont notamment très utilisés pour leur légèreté, leur facilité de dissimulation et leur capacité à couvrir d'autres vêtements. Il faut ajouter à cela que sous ce noir, les camarades portent généralement des couleurs

bigarrées ou des habits d'une très grande normalité. Ceci permet de compliquer drastiquement l'identification et les arrestations post-manifs. Certain-e-s vont même jusqu'à changer de chaussures. Ceci est notamment rendu possible par la grande solidarité du Bloc et la forte discipline collective. Il n'est ainsi pas rare que le Bloc se forme et se disperse collectivement; les banderoles se lèvent, les parapluies sortent, les camarades se changent et vice-versa. Sans cette solidarité et cette discipline collective, les blocs allemands n'auraient certainement pas le même impact. Le Black Bloc est avant tout une pratique collective, avant d'être un enjeu de pratiques et d'habillement individuel.

## Émulations et tentatives de reproductions tactiques

Sous bien des aspects, la tactique du Black Bloc n'a pas pris la même forme dans d'autres pays. Si on considère que le rôle du Bloc est de protéger les participant-e-s collectivement contre la répression, il est très rare d'en voir un en dehors d'Allemagne. Les cortèges de tête français avec leurs bannières renforcées sont ce qui s'en rapproche le plus. Cependant, le manque de cohésion du cortège, les formes d'organisations policières et la très forte détermination nécessaire pour aller au contact des flics en petit groupe font que ces tentatives ont souvent été des échecs. La police arrive généralement assez bien à contourner, à isoler la





banderole des autres, ou à disperser ces groupes réduits par la violence du choc. Ces banderoles sont généralement plus utiles pour nous protéger des projectiles policiers, ce qui est déjà une bonne chose.

Ailleurs dans le monde, notamment en Grèce ou en Italie, mais aussi en Amérique du Nord, le «Bloc» se réduit essentiellement à la question de l'anonymisation. Le Bloc est en réalité surtout une masse de gens en noir – une collection d'individu-e-s ou de groupes de tailles variables – souhaitant mener des actions ou aider à ce que des camarades en mènent. On est loin du Black Bloc comme forme d'auto-défense collective. Ceci ne signifie pas que ces formes d'organisation ne soient pas valables tactiquement, mais parler de Black bloc relève d'un abus de langage provenant des médias, plus que d'une réalité. Nous utiliserons malgré tout ce mot dans le reste du texte à des fins de simplicité étant donné que tout le monde l'utilise. Quand nous parlerons de Black Bloc par la suite, nous entendrons par là une simple manifestation combative où les gens s'habillent en noir pour se protéger. Le contexte explique évidemment largement que la forme allemande ne se soit pas généralisée; cependant, nous aurions beaucoup à apprendre de leurs pratiques et certaines tactiques sont clairement reproductibles ou utiles dans notre contexte montréalais.

## Conseils pratiques

L'objectif de ce texte est de présenter le contexte et l'histoire de la tactique du Bloc, et donner des conseils aux nouvelles et nouveaux camarades, qui sont actuellement obligé-e-s de se former seul-e-s à force de participer aux manifestations.

Commençons par souligner que participer à un Black Bloc n'est en rien un gage de radicalité, ni un passage obligé. Cette conception étrange pousse certaines personnes à tenter d'en former dans les moments les plus incongrus, même quand nous n'avons pas les forces, ou que la situation ne le réclame pas. Ceci a clairement des effets contre-productifs en attirant inutilement l'attention de la police sur nous. Qui plus est, cela nous sépare des autres manifestant-e-s à des moments où nous devrions aller vers elleux pour diffuser nos idées.

Nous souhaitons aussi insister sur le fait que les gens qui ne se sentent pas capables de rester lorsque la confrontation commence devraient s'abstenir de participer. Le Black Bloc ne devrait pas être un jeu de rôle. Compter sur un nombre de personnes qui ont l'apparence d'être dans le Black Bloc mais qui ne tiendront pas dès les premières lacrymo donne un faux sentiment de force et nous trompe sur nos propres capacités. Il est normal d'avoir peur de la police, mais si on ne se sent pas à l'aise de rester, il vaut mieux s'abstenir. Il sera toujours temps de participer lorsque vous vous sentirez en confiance, notamment en venant avec un groupe de camarades qui pourront vous rassurer et protéger vos arrières. Pour aider à ce que de nouvelles personnes comprennent un

peu mieux les tenants et aboutissants, nous allons maintenant fournir quelques conseils pratiques issus de notre expérience.

- Ne jamais être seul-e dans le Bloc. Une manifestation combative comporte des risques. Venir avec un groupe de camarades et former des binômes/trinômes est une bonne façon de réduire ces risques. Il est important de ne jamais vous séparer de ces camarades et de rester en tout temps à une distance de bras, maximum. S'il faut courir, prenez la main, l'épaule, ou le sac de votre binôme et alignez-vous sur le rythme de la personne la plus lente. Si possible, entraînez-vous à courir en groupe. Il peut être utile de décider d'un mot à crier – évitez de crier les prénoms – pour tout votre groupe si un mouvement de foule venait à vous séparer pour vous aider à vous retrouver. Un signe de la main peut aussi être utile pour repérer vos ami-e-s.
- N'amenez rien que vous n'êtes pas prêt-e-s à abandonner sur place. Ceci comprend les choses qui ne devraient pas tomber aux mains de la police. Il est possible de n'amener qu'une pièce d'identité et une carte bancaire, ou idéalement de l'argent comptant.
- Ne consommez pas de drogues y compris l'alcool avant de venir et n'apportez pas de drogues illégales en manifestation. Une manifestation n'est pas une fête ni une promenade, encore moins si vous vous attendez à de la répression. Vous devez rester en contrôle de vos moyens; l'adrénaline et la peur sont déjà des éléments suffisamment déstabilisants et potentiellement dangereux pour ne pas rajouter une inconnue supplémentaire à l'équation. Si vous devez absolument apporter des médicaments, ayez avec vous la prescription.
- Ne courez pas inutilement et ne criez pas pour rien. Sachez contrôler votre stress et ne le communiquez pas inutilement au groupe. Restez proches de vos camarades pour vous aider à gérer la peur et l'adrénaline. Maintenir un contact physique avec elleux ou avec les personnes les plus apeurées peut être bénéfique (main sur l'épaule, clin d'œil, *hug*, etc). (voir à ce sujet l'article «Mais pourquoi tu cours?» Revue *Première ligne*, n° 1)

## Comment s'habiller

Certains de nos conseils sur l'habillement sont parfois contraires à ceux donnés par d'autres camarades visant un niveau de sécurité très élevé, destiné à des actions de grande envergure. Nous présentons ici des conseils pour une personne qui souhaite se rendre en manifestation dans le Black Bloc sans avoir planifié une action particulière, mais qui entend se défendre et qui jettera peut-être quelques projectiles si l'occasion se présente. La planification d'actions de plus grande envergure devrait nécessiter un sérieux qui dépasse les recommandations de cet article.

Selon nous, l'objectif n'est pas que la police ne puisse pas savoir que vous étiez à la manifestation. Dans la plupart des cas, une enquête approfondie pourrait vraisemblablement le démontrer. L'enjeu est que la police, et surtout la justice, ne puisse pas vous rendre responsable de telle ou telle action illégale. Pour cela, il est nécessaire d'avoir la plus grande uniformité possible au sein des manifestant-e-s. Le noir est loin d'être un élément suffisant pour assurer votre sécurité. Les habits ont beau être noirs, ils sont souvent de tailles, de formes et de conceptions très variables. Le noir ne sert ainsi pas à grand-chose si vous portez des patches, des marques, ou autres signes distinctifs qui vous singularisent. Nous recommandons l'usage d'un vêtement de pluie large, le port d'un jean bleu banal ou d'un survêtement de pluie. Il est aussi nécessaire de vous munir d'un sac à dos, de chaussures non distinctives, de gants et d'un t-shirt noir pour vous masquer (voir l'encadré).

Les vêtements de pluie ont l'avantage d'être prévus pour couvrir d'autres vêtements aisément et d'être légers. L'objectif est aussi de pouvoir dissimuler votre sac à dos. Prévoyez une taille suffisamment large pour le sac et les différentes couches que vous porterez, notamment en hiver. Prenez néanmoins garde à d'éventuelles flammes, ce vêtement synthétique n'est pas ignifugé.

Le survêtement de pluie n'est pas toujours une nécessité. Un jean bleu classique, sans trou, sans signes distinctifs particuliers et pas trop ajusté est suffisant dans la plupart des situations. Pensez aussi qu'un pantalon de pluie est plus difficile à retirer, notamment en fonction de la taille de vos chaussures. Si vous voulez vous procurer un pantalon de pluie, ceux dotés de fermetures éclair au niveau des jambes facilitent la tâche de les retirer sans avoir à enlever ses chaussures.

Le sac à dos doit être suffisamment petit pour être dissimulé sous votre imperméable et suffisamment grand pour y ranger vos habits de Bloc rapidement, ainsi que pour une bouteille d'eau et des barres tendres, si besoin.

Les gants doivent être choisis en fonction des actions que vous souhaitez mener. Ces gants doivent minimalement résister aux coupures et perforations, notamment en cas de chute. Le sol est souvent jonché de verre. L'autre objectif de vos gants est de ne pas laisser d'empreintes sur d'éventuels projectiles et de limiter la quantité d'ADN que vous pourriez y déposer. Les gants de cuir remplissent généralement assez bien ces diverses fonctions. L'avantage du cuir est aussi qu'il offre de la résistance à la chaleur et ne risque pas de fondre sur votre main, ceci limitera les risques de brûlures si vous relancez une lacrymo à l'envoyeur par exemple. Des gants de travail en polyuréthane peuvent aussi minimalement faire l'affaire, mais ne vous protégeront pas des brûlures. Souvenez-vous que ces gants doivent être aussi discrets et peu distinctifs que possible quoique vous choisissiez.

Le t-shirt noir servant à vous masquer ne doit pas être en matière synthétique (voir image). Préférez du coton pour éviter les risques de brûlures. Vous pourriez aussi ajouter

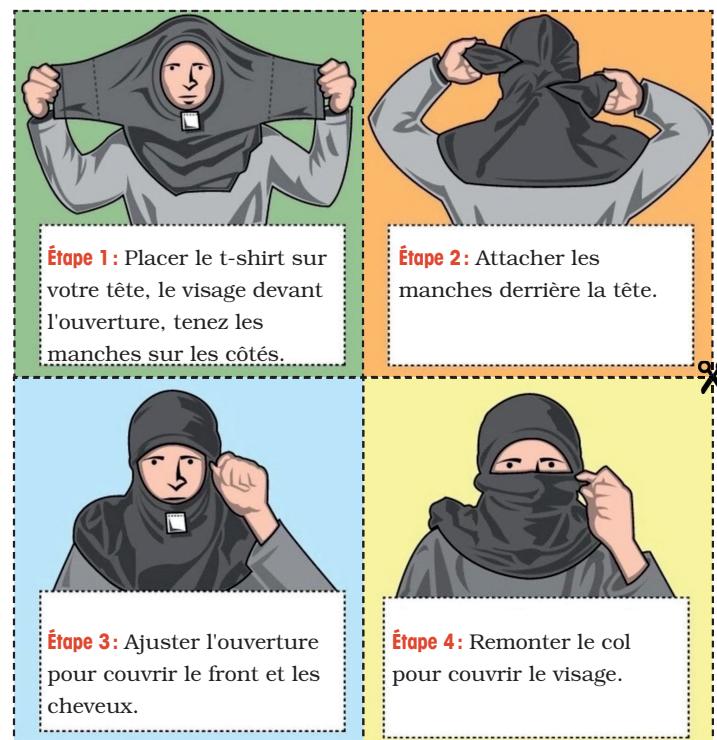
des lunettes de piscine si vous êtes peu habitué-e-s ou que les lacrymos vous incommode particulièrement. Couplé avec un masque N95, vous devriez être largement protégé-e-s étant donné la faible concentration actuelle du gaz à Montréal.

En ce qui concerne les chaussures, prenez quelque chose d'adapté à la météo et qui ne sera pas facilement reconnaissable. Que vous préfériez des chaussures de randonnées ou de sport, il faut que vous puissiez courir et qu'elles soient suffisamment résistantes. Nous déconseillons les caps d'acier qui sont généralement trop lourds et ne remplissent aucun rôle crédible dans la manifestation. Vous risquez d'avoir du mal à courir et à escalader le mobilier urbain. Les policiers décrivent spécifiquement les chaussures quand ils cherchent quelqu'un, car il est justement difficile de les changer facilement. Il est possible de couvrir des signes distinctifs avec du tape, ou de glisser une chaussette large par dessus.

Le plus important au-delà de ces conseils sur le matériel est que vous vous entraîniez à le mettre, à le porter et à l'enlever avant le jour J, afin de voir ce qui fonctionne pour vous ou non.

## Avant, pendant et après la manifestation

Prévoyez avec quelles personnes vous allez vous rendre à la manifestation et discutez du niveau de risque que vous êtes prêt-e-s à accepter; il est important de se mettre d'accord préalablement. Privilégiez l'utilisation de billets de métro individuels pour vous rendre sur place, le plus important étant d'avoir son billet de retour pour ne pas avoir à en acheter en cas de dispersion chaotique. Prévoyez de l'eau



et des collations, pour vous ou pour des camarades moins préparé-e-s qui en auraient besoin. Le contrecoup de l'adrénaline et de la peur peut être un peu difficile pour certaines personnes.

Il peut être utile de ne pas prendre son téléphone en manifestation, ou d'utiliser un *burner*, soit un téléphone d'entrée de gamme, souvent avec une carte prépayée, utilisé uniquement pour des activités militantes dans le but d'éviter d'être associé-e personnellement à celles-ci. Si vous amenez votre téléphone, le fermer pendant la manifestation complique l'accès à ses informations en cas d'arrestation. Cependant, dans la plupart des cas, comme nous l'avons dit, l'enjeu n'est pas forcément de nier votre présence à la manifestation. Avoir son téléphone peut comporter des avantages, notamment au niveau du facteur de sécurité pour contacter des ami-e-s. Ce choix relève donc de votre jugement et de ce qui semble le mieux pour vous.

Pour arriver en manifestation, nous vous conseillons de porter des habits simples, propres et passe-partout. Prenez des tenues qui vous permettent de courir et qui ne risquent pas de vous gêner si vous devez escalader des grilles (exemple pris au hasard). Les talons sont évidemment à proscrire. Privilégiez les pantalons, même en cas de chaleur, pour vous protéger d'éventuelles blessures. Dans l'ensemble, prévoyez des habits adaptés à la saison et à la météo.

Une fois encore, évitez les signes distinctifs, notamment les marques d'appartenance à une contre-culture qui vous identifieraient comme «de gauche». Couvrez vos tatouages avec beaucoup de soins, assurez-vous que le vêtement que vous avez choisi ne les révèle pas quand vous devez courir ou faire des mouvements amples. Camouflez votre pilosité et vos cheveux, tout spécialement si votre style est distinctif. Si possible, enlevez tous vos bijoux, bagues, piercings et

boucles d'oreilles. Non seulement peuvent-ils potentiellement aider à vous identifier, ces derniers peuvent vous occasionner des blessures en cas de bousculades ou d'empoi-gnades avec la police.

Une fois dans la manifestation, et si la situation le nécessite, trouvez un endroit à l'abri des regards et des caméras pour vous changer. Il est plus facile de réaliser cette opération en groupe, et de s'être entraîné-e à le faire chez soi. Les camarades peuvent vous aider à vous dissimuler pendant que vous vous changez, les bannières peuvent aussi être utiles pour ça. Ne laissez jamais quelqu'un prendre des photos des personnes se changeant: ces curieux-ses doivent être traité-e-s avec une grande fermeté. Ces personnes mettent en danger les camarades et si elles n'arrêtent pas immédiatement, il faut faire cesser leur activité, le moment n'est pas à la discussion.

Une fois masqué-e-s, vous ne devez plus retirer vos vêtements de Bloc à moins d'une urgence le justifiant jusqu'au moment où vous décidez de partir. Prenez grand soin de ne pas vous démasquer pour boire, manger, fumer ou crier des slogans.

Prenez garde aux effets de l'adrénaline. Un de ses effets est de provoquer une «vision tunnel»; votre vision se rétrécit et votre appréciation de la situation, des distances et de votre entourage peut être impactée. Certain-e-s camarades se sont parfois retrouvé-e-s isolé-e-s face à la police, ne se rendant pas compte que les autres s'étaient replié-e-s. Contrôlez votre respiration, forcez-vous à regarder autour et derrière vous de façon consciente pour avoir une vue d'ensemble de la situation.

Si vous ne vous sentez pas en sécurité ou que vous n'êtes pas habitué-e à ces situations, l'endroit le plus sûr de la manifestation est au cœur du groupe, généralement dans le dernier tiers du cortège. Rappelez-vous que notre force réside dans notre nombre et notre solidarité collective.

Le gaz lacrymogène est bien moins inconfortable que l'idée que les gens s'en font. Ne vous laissez pas aller à écouter les gens qui paniquent dès qu'ils voient de la fumée. La concentration actuelle du gaz à Montréal est très faible. Vos yeux vont piquer, vous aurez peut-être de la difficulté à les garder ouverts, vous allez tousser lourdement et cracher, mais vous n'allez pas vous asphyxier. Les effets du gaz sont décuplés par votre peur, rappelez-vous que ça ne va pas durer et que vous n'allez pas étouffer. Sortez du nuage en vous tenant à vos camarades et en encourageant les autres à rester calmes et groupés.

Sachez quand partir. Si de façon générale nous trouvons que les gens partent souvent de façon prématurée, il vient cependant un temps où il s'agit de quitter les lieux. Il est difficile de donner des indications claires sur la façon de déterminer quand partir, ceci viendra avec l'expérience, mais nous allons donner quelques indices. Il peut être temps de partir si le nombre de manifestant-e-s descend trop ou trop rapidement, si vous êtes à bout physiquement, si vous avez été

## Équipement

Pour vous équiper, nous vous conseillons ces quelques articles. Adaptez-les à votre situation et habituez-vous à les mettre, à les porter et à les enlever. Nous avons choisi des produits à bas prix, mais il est aussi assez facile de les voler dans la plupart des cas.

- Manteau de randonnée homme – Raincut noir – Quechua. Chez Décathlon. Environ 20\$ Prenez une taille une à deux fois supérieure à la vôtre.
- Surpantalon de randonnée – NH 500 – Quechua. Chez Décathlon. Environ 20\$.
- Sac à dos de randonnée de 20L – NH 100 noir – Quechua. Chez Décathlon. Environ 20\$.
- T-shirt de sport homme – 100 noir – Domyos. Chez Décathlon. Environ 8\$.
- Gants (selon le besoin) – Gants à poignets élastiques résistants aux coupures de niveau 5 enduits de polyuréthane – Mastercraft. Chez Canadian tire. Environ 10\$. Gants de travail en cuir. Chez Canadian tire. Environ 5\$.



blesse-e ou si vous avez des raisons de croire que la police cherche à vous arrêter et qu'il s'agit alors d'un bon moment pour quitter plutôt que d'attendre d'être isolé-e. Un problème qui risque de survenir est la différence d'appréciation au sein de votre groupe ou de votre binôme. Cette période de flottement est un moment risqué qui peut pousser à prendre des décisions inconsidérées. Il peut être utile de déterminer qui prendra la décision préalablement à la manifestation. Dans ce cas, choisissez la personne avec le plus de sang-froid, et qui sera à même de prendre la meilleure décision pour tout le monde, plutôt que la tête brûlée de votre groupe.

Se démasquer doit s'opérer avec le même soin que vous avez pris pour vous masquer. L'idéal est encore une fois de faire cela à l'abri des regards et des caméras, cependant la situation ne permet pas toujours de prendre son temps. Si la dispersion de la manifestation occasionne du chaos et que vous devez vous disperser en petits groupes, tentez de vous éloigner du cortège et de vous changer dès que la police n'a plus une vue directe sur vous, avant de continuer votre chemin comme si de rien n'était. Ne quittez pas votre binôme et aidez-vous l'un-e l'autre. Ceci implique souvent que vous devrez retirer vos habits tout en marchant d'un pas vif, ici encore il est utile de s'être entraîné-e au préalable. Si vous jugez que la situation est particulièrement dégradée, ou que vous craignez que la police opère des arrestations ciblées après la manifestation, débarrassez-vous de vos vêtements de manifestation. L'idéal serait de les jeter dans un endroit où ils ne pourront pas être facilement récupérables par la police, cependant ceci n'est pas toujours possible. S'il

n'existe pas d'autres possibilités, glissez vos affaires sous une voiture, dans une poubelle, ou jetez-les sur un toit, par exemple. Ayez l'air le plus calme possible en quittant.

Ne flânez pas dans les environs après la dispersion. La police peut patrouiller longtemps après pour éviter qu'autre chose se passe ou pour faire des arrestations. Si possible, privilégiez un lieu privé ou un endroit éloigné. Si vous avez des raisons de croire que la police pourrait vous chercher, n'allez pas au Yer'mad. Il peut être intéressant de fixer un point de rencontre sécuritaire avec les membres de votre groupe où vous vous retrouverez après la manifestation.

Encore une fois, ces conseils ne s'appliquent pas forcément à toutes les situations, certaines actions offensives de plus grande intensité peuvent nécessiter des mesures de précaution supplémentaires. Nous nous adressons ici à des camarades ayant moins l'habitude afin de faciliter leur participation et renforcer la sécurité collective. Aux nouveaux et nouvelles camarades, souvenez-vous que rien ne remplace la pratique et l'expérience directe. Allez en manifestation avec des personnes de confiance, si possible avec des camarades plus expérimenté-e-s, et rejoignez des organisations révolutionnaires qui font du militantisme de rue. Ne négligez pas l'entraînement physique préalable pour être en forme le jour J: le stress et l'adrénaline peuvent jouer des tours aux plus entraîné-e-s et réduire drastiquement vos capacités. Nos manifestations sont loin d'être aussi dangereuses qu'ailleurs dans le monde. La situation actuelle est donc une bonne période pour s'entraîner à devenir meilleur-e pour le prochain mouvement social et pour nous renforcer, profitons-en!



Les textes suivants proviennent du lectorat de la revue. Ils entrent en dialogue avec certains des enjeux soulevés dans le premier numéro ou nous ont semblé particulièrement intéressants à partager. Nous les publions dans leur intégralité et en profitons pour remercier les camarades pour leur travail.

---

# POUR UN MOUVEMENT **QUEER** RÉVOLUTIONNAIRE

**Louve Rose**

---

**Contexte actuel**

---

**L**a condition actuelle des communautés queer est paradoxalement l'une des meilleures et l'une des pires que nous avons connue dans les sociétés occidentales capitalistes modernes. Soixante ans de mobilisation continue du mouvement queer (et protoqueer avant lui, si nous considérons tous les développements des mouvements gays et lesbiens) ont mené à la légalisation et à l'émancipation quasi totale de nos communautés au sein du système légal étatique bourgeois. Nous pouvons, comme jamais auparavant, exister ouvertement au sein de la société en revêtant nos vrais visages. Pourtant, les violences matérielles visant les parties les plus marginalisées de nos communautés n'ont fait qu'augmenter dans la dernière décennie; pensons à nos adelphe·s noir·e·s, autochtones, trans, itinérant·e·s, TDS et aliéné·e·s mentalement.

Alors que Montréal et le reste de la province sont des bastions du mouvement gay mainstream, au moins depuis l'époque du *raid* du Sex Garage (juillet 1990), nous avons pu tout de même voir s'importer ici le nouveau mouvement transphobe extrême émergeant du monde anglo-saxon. Si nous avons été relativement préservé·e·s de ces attaques jusqu'à peu, nos voisin·e·s du sud sont confronté·e·s depuis trois ans à l'émergence d'une véritable politique d'élimination des communautés trans, qui implique à la fois des éléments de recriminalisation, la réapparition d'un discours de démonisation fort, une nouvelle vague idéologique et des violences directes.

Se dresse donc le portrait d'un phénomène qui semble se contredire entre une intégration accrue dans le système légal et sociétal se bâtissant en parallèle d'une vague de réaction forte ignorée, voire encouragée par la classe dominante.



## Contexte historique

Cette situation paradoxale de gain des droits et de montée des violences dans les sociétés nord-américaines n'est pas neuve du tout.

Cette situation était déjà apparente à l'émergence de la crise du sida, conséquence d'une usurpation du leadership des militant·e·s radical·e·s par les assimilationnistes et la bourgeoisie gay. Peu après les émeutes de Stonewall (1969), les communautés gays, cis, blanches et aisées ont mené une campagne d'éjection des membres des communautés les plus ostracisées et révolutionnaires qui en avaient émergé. Nous nous souviendrons du traitement du mouvement gay envers Sylvia Rivera (1951-2002), militante révolutionnaire trans et racisée, généralement considérée comme l'une des mères des mouvements gays, queer et transféministes. D'ailleurs, c'est l'une des cofondatrices du Gay liberation front et de Street Transvestite Action Revolutionary (STAR).

*"You all tell me, go and hide my tail between my legs.*

*I will no longer put up with this shit.*

*I have been beaten.*

*I have had my nose broken.*

*I have been thrown in jail.*

*I have lost my job.*

*I have lost my apartment.*

*For gay liberation, and you all treat me this way?*

*What the f\*\*k's wrong with you all?*

*Think about that!"*

- Sylvia Rivera, lors d'une déclaration pendant la troisième «pride» annuelle (à l'époque connue comme la *Christopher Street Liberation Day March*) après avoir été huée par une foule surtout cis et aisée.

Les objectifs politiques du mouvement assimilationniste gay, alors constitué des éléments les plus bourgeois et réactionnaires de nos communautés, se sont centrés autour de la légalisation et de l'assimilation dans la société cishétéropatriarcale dominante. C'est ce qui caractérise l'assimilationnisme en tant que mouvance politique. Ce mouvement, qui est régulièrement la force politique majeure de nos communautés, vise l'acceptation dans la société cishétéro et l'atteinte d'un statut légal similaire à celui des personnes hétéro. Plus profondément, ce qui en ressort, c'est la poursuite d'une vie hétéro malgré une sexualité gay. Leurs stratégies passent généralement par le lobbying, l'accumulation

de capitaux dans des entreprises roses, la sensibilisation et l'effacement des éléments de nos communautés pouvant choquer les sensibilités straights.

Ces décennies de politique libérale modérée, voire progressiste, ont tout de même entraîné des gains, en récupérant de différentes manières l'impulsion des émeutier·ère·s de 1969. À la fin des années 1970, la communauté avait plus de droits et de confort qu'avant Stonewall. Pourtant, la réaction conservatrice était déjà en émergence et, quand la crise du sida a explosé dans les années 1980, cette force homophobe s'est abattue sans merci sur la communauté. Violences médiatiques, politiques, législatives et physiques se sont accrues jusqu'à la réémergence d'un mouvement radical queer. Act Up en fut assurément l'élément le plus connu. Ce groupe, par ses attaques symboliques contre des entreprises, églises et organes gouvernementaux, adoptait une analyse systémique et socio-politique de la crise du sida. C'est dans la traînée des coups d'éclats du groupe et la repolitisation des enjeux gays et lesbiens<sup>1</sup> que nous voyons apparaître de nouvelles mouvances politiques plus radicales dans les années 80-90. C'est d'ailleurs dans ce contexte que naît la notion proprement dite de mouvement queer. Se détachant d'une compréhension purement identitaire (mouvement homosexuel masculin et féminin) en se repositionnant avant tout sur une oppression commune au sein du cishétéropatriarcat, le mouvement queer se constitue en une force combative, qui est capable de s'attaquer au système dominant autant qu'aux éléments oppressifs au sein de la communauté. Pourtant, la période de célébration post crise



<sup>1</sup> On parlait alors de mouvements gays et lesbiens, la notion de mouvement queer naissant dans ces années-là, et les mouvement trans ayant largement été effacé ou supplanté dans cette période.



du sida dans les années 1990 et la nouvelle mouture de protection légale des communautés met fin à cette effervescence politique (accompagnée aussi de dissension stratégique au sein des mouvements) et voit se reconstituer l'ordre assimilationniste et le leadership de la bourgeoisie gay.

Les années 1990 et 2000 ont vu leur part de mouvements radicaux, queer et gais. À Montréal, nous pouvons penser aux mobilisations qui ont suivi le raid du Sex Garage (en 1990), aux Panthères Roses (2002 à 2007), au festival Pervers/Cité (depuis 2008), ou au premier P!nk Bloc (2010-2016). Ces différents mouvements créent un climat d'acceptation beaucoup plus fort de nos communautés et ancrent les enjeux queer comme une mouvance politique en soi dans le paysage québécois. Ces mouvements ont connu leurs propres épuisements, dissensions internes et/ou dérives vers l'opportunisme bourgeois, le carriérisme, l'assimilationnisme, le légalisme et l'éjection des éléments radicaux et doublement opprimés. Le constat à faire au début des années 2020 est celui de l'absence de force vive queer dans le paysage politique québécois.

Aux États-Unis, un autre mouvement important de cette période est celui des Queer Bash Back, apparu pendant la campagne électorale de 2007. Ce réseau informel de groupes queer radicaux anti-fascistes et de tendance anarchiste a créé une tradition anarcho-queer autonomiste et pluriforme en Amérique du Nord, qui bien qu'extrêmement marginale, a su se faire la mauvaise conscience des assimilationnistes. Fonctionnellement disparu, le mouvement a préfiguré les mouvements radicaux queer et trans actuels de plusieurs manières.

Au moment de l'apparition de la nouvelle vague d'attaques réactionnaires actuelles, la communauté est donc politiquement largement dominée par les business gay, les académiques et toute une mouvance de bourgeois·e·s et politicien·ne·s qui nous expliquent que leur position de pouvoir et de privilège sont la meilleure chose qui nous soit arrivée collectivement.

Pourtant, nous sentons depuis des années quelque chose qui gronde dans la jeunesse queer. Loin du village, des drags races et des fifs propres de la télévision, dans des coins de l'internet, dans la rue ou dans les appartements et *parties* queer où se rejoignent les plus marginaux des marginaux, une nouvelle mouvance, plus furieuse, plus étrange et plus désintéressée de la légalité prend forme. La question reste de savoir comment la concrétiser en une force politique réelle.

## Nécessité révolutionnaire

On fait maintenant face aux conséquences de ce processus. Nos droits sont accrus, nos identités sont plus acceptées, mais notre capacité à contester et à attaquer le pouvoir et les réactionnaires a diminué. L'inclusion dans le cadre légal du libéralisme bourgeois est accompagnée d'une tendance lourde à la dépolitisation. Privé·e·s d'espaces politiques

queer, radicaux et révolutionnaires, nous avons sombré dans l'individualisme et l'atomisation promus par les assimilationnistes. Travaille, consomme, suce des queues si tu veux, mais ferme ta gueule. L'érosion de notre capacité collective d'agir se trouve cachée par une représentation accrue de nos identités dans les médias : popularité du drag dans la culture dominante, tourisme dans le Village et les lieux queer à la mode, présence à la télévision et au cinéma, etc. Toute cette représentation sert par contre avant tout les intérêts des bourgeois gays et peint une cible sur le reste d'entre nous. En nous inscrivant dans l'imaginaire collectif sans adresser matériellement aucun de nos enjeux, cette représentation fait de nous une cible idéale pour les forces réactionnaires. Nos existences dérangent encore beaucoup, mais cette représentation donne l'illusion d'une force au sein du système capitaliste qui fait de nous un ennemi ou une cible parfaite pour le fascisme.

L'invention du fameux « lobby trans », épouvantail aux heures de grande écoute des médias de droite, semble d'ailleurs se calquer sur les stratégies du complotisme antisémite du 20<sup>e</sup> siècle. La solution n'est évidemment pas de s'opposer à ces nouvelles représentations positives de nos communautés, qui ont leur part d'aspects intéressants, ni évidemment de contester nos nouveaux droits légaux, mais force est d'admettre qu'il faut supplanter le mouvement gay modéré et intégré par un mouvement queer révolutionnaire. Un mouvement qui ne soit pas simplement radical, mais bel et bien révolutionnaire, capable de construire une analyse anticapitaliste de nos conditions, de bâtir des espaces politiques solides et déterminés et de prendre tous les moyens nécessaires pour obtenir notre libération totale et celle de toutes les opprimé·e·s. Seule l'émergence d'un mouvement queer révolutionnaire peut briser le cycle mentionné plus haut et affronter l'actuelle vague fasciste et éliminationniste. Ce mouvement doit être révolutionnaire et anticapitaliste parce que, dans la société capitaliste, les sujets trans, non-binaires et queer sont des erreurs de reproduction de la matrice du genre. Ce sont des sujets difficilement intégrables dans la structure familiale, essentielle à l'organisation de la force de travail et de la consommation. Ce sont des aberrations de l'ordre social et des éléments perturbateurs d'un des fondements idéologiques et structurels du discours dominant. En d'autres mots, malgré des façades de tolérance et d'acceptation, malgré un travail d'intégration dans l'organisation patriarcale des corps, nous sommes toujours, en dernier recours, des cibles à éliminer. Cette élimination passe par l'assimilation dans une identité ou une organisation sociale qui n'est pas la nôtre, par l'enfermement dans le silence et la mort lente du placard ou par l'extermination pure et simple. Rien ne permet de croire que le mouvement de libéralisation des États bourgeois va continuer à s'étendre et à se maintenir ; bien au contraire, leur caractère constant de crise, accentué par la catastrophe écologique, permet de considérer la possibilité de réels reculs. Nos droits seront parmi les premiers à tomber lorsque le capitalisme suivra sa dérive fasciste pour se maintenir face aux crises grandissantes. Nous ne prendrons pas la chance de faire confiance

aux gouvernements et aux classes capitalistes, gay ou non, pour défendre nos vies. Nous devons nous organiser nous-mêmes et avec nos allié-e-s pour assurer notre propre survie.

Ce mouvement révolutionnaire doit se constituer bien sûr non seulement en réaction aux attaques vécues par la communauté, mais aussi dans une position offensive contre le cishétéropatriarcat, le capitalisme, l'impérialisme, les forces écocidaire et tous les autres pouvoirs d'oppression et d'exploitation, qui, ensemble, maintiennent ce monde dans un état invivable. Ce mouvement doit constituer sa propre force de mobilisation, d'organisation, de politisation, d'éducation et de défense. Une force capable de prendre la rue, d'imposer des lignes, de construire des espaces sociaux et politiques, de les défendre, de faire de l'action antifasciste, de développer un discours et de transformer matériellement la réalité de la société qui nous entoure. Éventuellement, ce mouvement doit s'investir dans un vrai projet révolutionnaire d'abolition du système actuel et de développement d'un monde nouveau, fondé sur l'autodétermination des individus et des communautés dans tous les aspects de la vie humaine, de l'économie à la culture, de la médecine à l'éducation, de l'amour à la science, du sexe à l'écologie. Nos corps, nos choix, notre révolution. Ces projets, qui peuvent sembler proches ou distants, ne sont réalisables que par l'alliance des révolutionnaires queer et trans avec le reste des mouvements révolutionnaires ou de libération. Pensons notamment aux mouvements anticoloniaux, antiracistes, féministes, écologistes et anticapitalistes de toutes sortes.

Dans un système basé sur l'oppression et l'exploitation, nous avons tout à gagner à faire front commun entre opprimé-e-s et rien à perdre. D'autant plus que la nature de nos identités fait que toutes ces luttes traversent et constituent nos communautés et leurs combats. Notre relative unité en tant que communauté, notre historique de luttes et de politisation, notre nombre et la vitalité présente de nos communautés combinés à la place centrale de la politique actuelle dans laquelle les forces réactionnaires nous ont placé nous donnent la capacité (et la nécessité) de se constituer comme une des forces majeures de ces luttes communes.

## Imaginer une stratégie révolutionnaire queer

Admettre la nécessité révolutionnaire est une chose, comprendre comment créer les conditions propices à la révolution ou du moins à un mouvement révolutionnaire fort en est une autre. La diversité des conditions ici et ailleurs qui habite nos communautés fait que la stratégie révolutionnaire sera forcément pluriforme. Personne ne peut avec certitude dresser un plan universel pour l'abolition du cishétéropatriarcat ou du capitalisme. Par contre, en se penchant sur comment, au fil de l'histoire, certains groupes opprimés se sont saisi de leur condition pour se constituer en force politique, nous pouvons faire émerger certaines tactiques et stratégies pour nos luttes à venir.





Il y a un riche historique d'organisation révolutionnaire ayant émergé de groupes marginalisés de par leurs identités, construisant leur propre défense et adoptant une place offensive dans les luttes. Il serait impossible d'en faire une liste exhaustive et ce serait assez peu pertinent. Il sera ici seulement question de quatre groupes et de certaines de leurs stratégies qui m'apparaissent particulièrement intéressantes. Ces groupes sont le STAR (Street Transvestite Action Revolutionary), le groupe de trans de rue de Martha P. Johnson et Silvia Rivera, le BPP (Black Panther Party for self-defense), les Young Lords et, plus loin dans le passé, le Bund, le parti socialiste juif de la Russie tsariste. Ces quatre groupes ont en commun de s'être construits au sein de communautés vivant directement des violences additionnelles à l'exploitation capitaliste, respectivement chez les communautés trans et non-conformes dans le genre, afro-américaines, hispaniques et juives. Ces quatre organisations se sont aussi toutes, à différents niveaux, attelées à des formes d'autodéfense communautaire face à l'État répressif ou aux forces réactionnaires, généralement peu dissociables.

C'est ce que nous retenons le plus des activités du BPP, qui fait scandale à l'époque en armant la communauté noire et en l'encourageant à pointer ses armes sur les forces de l'État. Au tournant du 20<sup>e</sup> siècle, en s'organisant au sein des communautés juives du Pale, le Bund innove en ce sens : face aux vagues de pogroms – encouragés notamment par l'aristocratie et le clergé russe – l'organisation prépare des groupes de jeunes hommes entraînés et armés à défendre leur communauté en cas d'attaque. Ces réponses armées furent plus ou moins efficaces dépendamment du moment et du lieu, mais changèrent drastiquement la dynamique au sein du Pale<sup>2</sup>. Cette stratégie de défense prit des formes différentes au sein des activités des Black Panthers et des Young Lords, qui s'organisaient dans un contexte urbain nord-américain. Leurs stratégies d'autodéfense visaient surtout les violences racistes de la police, notamment en organisant des patrouilles armées qui suivaient les policiers intervenant dans les quartiers populaires. Les Black Panthers ont aussi affronté les forces étatiques ou des gangs racistes dans des fusillades et autres altercations violentes. Nous voyons dans l'action de ces trois groupes une capacité à organiser de la violence dans une position défensive contre ceux s'attaquant directement à leur communauté. De leur côté, les membres de STARS prirent part aux émeutes qui chassèrent la police des espaces gay de New York, mettant fin aux pratiques policières de *raid* et de *gay bashing*. Selon la légende, Riviera aurait jeté à la police le premier ou le second cocktail molotov (ou la brique, selon la version) au lancement des émeutes de Stonewall. L'utilisation des armes et la création de milices constitueraient une escalade excessive dans le contexte actuel, du moins au « Québec », mais pour se constituer en tant que vraie force révolutionnaire face à une vague de violences éliminationnistes et réactionnaires, il apparaît nécessaire de se saisir de la défense de nos communautés. Il est primordial de développer une alternative à l'État pour nos communautés face aux menaces extérieures.

C'est en grande partie notre capacité à faire face à ces violences et à combattre les mouvements fascistes ou fascistes, queerphobes et transphobes qui nous permettra de rejoindre nos adelphe-s et de développer la légitimité de nos politiques révolutionnaires.

Un autre aspect important des pratiques de STARS et du BPP fut d'adresser directement, immédiatement et de façon autonome les besoins matériels urgents des communautés. Pendant plusieurs années, STARS a tenu une maison à New York qui leur permettait d'offrir de l'hébergement et un espace de vie à des personnes trans itinérantes et/ou travailleuses du sexe. Cela était d'autant plus important face aux discriminations liées au logement et à l'extrême pauvreté vécues par la communauté trans et non-conforme dans le genre. Du côté des Black Panthers, leur célèbre programme de déjeuners leur a permis de pallier à l'insécurité alimentaire de centaines d'enfants noir-e-s pauvres des quartiers populaires américains. Puisque le BPP s'inscrivait dans une logique de lutte de classe, il offrait aussi les déjeuners aux enfants pauvres blanc-he-s (ou autrement racisé-e-s) des quartiers où il s'organisait. Cela leur a permis, à différents moments, de briser la division raciale créée par l'histoire de ségrégation. Nous pouvons d'ailleurs célébrer l'alliance extra-communautaire du BPP, notamment la fameuse Rainbow Coalition du BPP de Chicago rassemblant la section locale des Young Lords et des Young Patriots, un groupe prolétaire blanc issu des Appalaches.

De ces exemples, nous pouvons retenir qu'il est nécessaire pour nos groupes d'identifier les besoins matériels immédiats de nos communautés et de développer, dans la limite de nos capacités, des solutions autonomes. Aider nos communautés à faciliter leur survie au jour le jour dans le système capitaliste déterminera, à long terme, notre capacité à nous ancrer fermement comme force politique au sein de celles-ci. Nous ne pouvons pas attendre la révolution pour tisser des solidarités, mais nous devons les construire dans une démarche qui tend vers le dépassement du capitalisme, et non son maintien. En d'autres mots, les groupes révolutionnaires queer doivent construire une capacité autonome à combler certains besoins de nos communautés sans dépendre de l'État ou de capitaux, et ce d'une manière qui puisse développer un imaginaire post-capitaliste. Sur cette question de l'autonomie et de la solidarité, les Young Lords ont ce fait d'armes intéressant d'avoir développé une technique de soins unique dans le but d'aider leur communauté en dehors du réseau de santé dominant. Cette technique, l'acupuncture Nada, a servi et sert à soigner les symptômes de l'addiction, du PTSD et des troubles nerveux. Dans le contexte actuel de discrimination médicale et de recul de l'accès aux soins de santé liés au genre, développer une capacité à produire et/ou distribuer des hormones indépendamment du système de santé constituerait un gain majeur pour nos groupes, mouvements et communautés. De manière générale, la création d'une capacité révolutionnaire (et extra-légale) au soin dans une méthodologie scientifique

<sup>2</sup> Le Bund ne fut pas la seule force de gauche juive ayant organisé des efforts de ce type, mais est de loin la plus significative.





et un esprit expérimental représenterait un moyen extraordinaire d'aider nos communautés et démontrerait l'importance de groupes révolutionnaires organisés.

Au-delà de ces stratégies de développement autonome, ces groupes, comme la plupart des groupes révolutionnaires, assureraient aussi une présence dans la rue au sein de manifestations, d'actions et de mobilisations multiples. Comme je le mentionne plus haut, nos mouvements doivent être capables de prendre la rue et d'y inscrire nos enjeux. Ceci peut être fait de plusieurs manières, mais il est nécessaire pour les mouvements révolutionnaires queer de prendre un rôle de leadership dans les mobilisations. Sans chercher à contrôler le discours ou à combattre d'autres types d'initiatives, nous ne pouvons pas nous permettre d'attendre que les organismes et mouvances institutionnalisées établissent des lignes et finissent par se mettre en marche pour agir. Nous devons prendre nous-même la responsabilité de créer des moments de lutte, des points de convergences et des présences publiques politiques. En créant nos propres manifestations, contre-manifestations, actions, blocages et contingents, nous apportons un dynamisme important dans les luttes et nous démontrons à nos adèles leur capacité d'agir.

Nos mouvements doivent aussi créer de manière autonome des plateformes de diffusion de nos discours et stratégies. Ces plateformes au format papier, virtuel ou en personne (festival, formation, débat, etc.) doivent se remplir d'une richesse de pensée et de parole qui puisse inspirer et orienter nos communautés dans les luttes à venir. Notre capacité à promouvoir nos idéaux et à les confronter aux différentes réalités immédiates de nos communautés déterminera notre capacité à rester pertinent·e·s et à avoir une relation organique à celles-ci.

En bref, ce que je retiens de l'histoire de ces groupes et de leurs pratiques pour nos mouvements est la nécessité de bâtir un mouvement pluriforme et organisé; un mouvement

capable d'assurer la défense de nos communautés, de prendre part à diverses luttes et mobilisations, d'en être les instigateur·rice·s et d'assurer une capacité autonome à la solidarité et l'entraide.

## Mot de la fin

La nécessité de construire un mouvement révolutionnaire au sein de nos communautés doit, à bien des égards, être une évidence pour un grand nombre de mes adèles queer et trans. L'éternel combat auquel nous faisons face dans ce monde capitaliste nous fait réaliser son imperfection, sa cruauté. Ce constat dresse devant nous une montagne immense: le travail à faire semble interminable et nos moyens, ridicules. Pourtant, tous les grands changements sociaux commencent quelque part, par l'action et le travail de groupes d'individus déterminés. Il est dur de concevoir comment renverser un système dans son entier, mais il est facile de commencer à agir! Trouvez autour de vous des gens qui partagent vos valeurs et ressentis. Constituez-vous en groupe organisé et commencez à agir à votre échelle (faire de l'affichage contre la transphobie, créer et diffuser du contenu, avoir une présence en manifestation, trouver d'autres groupes avec lesquels collaborer, organiser des événements publics, etc.) En vous incarnant dans l'espace public, vous permettez à d'autres de trouver de la résonance dans vos actions, de vous comprendre et de vous rejoindre. Développez par vous-même votre force d'agir, développez vos propres stratégies et manières de faire, étudiez celles des autres. Une poignée de personnes coordonnées et prêtes à agir peuvent former la base d'un collectif puissant qui, en relations avec d'autres, peut créer un mouvement fort.

Amour et Rage.

# LA MANIF N'EST PAS UN DÎNER DE GALA

**Alex Pose**

*Aie! Comment est-ce qu'on croit obtenir la pitié de gens qui commandent le meurtre?*

*Aie! Comment est-ce qu'on croit obtenir la pitié de fascistes élus pour leur racisme?*

*On a le droit de se défendre, d'utiliser la violence*

*Si c'est pour en éliminer une forme encore plus grande.*

Anarkitty, «Le pacifisme tue».

## **Introduction**

**L**e premier numéro de la présente revue m'a donné le sentiment qu'il adressait à des convaincu.e.x.s des problèmes qu'on rencontre en tant que convaincu.e.x.s (ce qui ne devrait pas déconcerter: *tout* système de pensées dans son application doit résoudre des problèmes qui lui sont propres). Le présent texte, issu de mon souvenir général des manifestations, très amalgamé - car je ne suis pas de ces admirables personnes militantes qui se rappellent en ordre chronologique toutes les manif auxquelles elles ont participé lors d'une grève donnée, en plus de quels groupes les ont organisées - cadre peut-être difficilement ici. Il aurait sûrement été gagnant de mieux catégoriser: laquelle des manifestations? quand? pourquoi? organisée par quel groupe? Autrement, j'adresse des problèmes d'une gauche large, d'une gauche de manif, sur plus de dix ans de souvenirs. Or le concept d'une gauche large, d'une gauche de manif, de masses, composée de points de rencontre avec nous et qu'il s'agit de convaincre



des bienfondés d'une révolution, en est un auquel la gauche résolument radicale doit se confronter, en théorie et en pratique. Ce sera mon excuse.

## Les paciflics

«Il est évidemment souhaitable de compliquer la tâche de la police. Tout le monde s'entend pour dire qu'empêcher les flics d'occuper les trottoirs est une bonne idée.» (BERNERI, p. 25)

À la lecture de ce passage du premier numéro de la présente revue, j'ai tiqué. Non pas que je ne m'accorde pas avec l'idée émise. La police nous suit, pas parce qu'elle n'a pas d'ami.e.x.s. Elle est là pour ficher et décourager par tous les moyens à sa disposition. Cela est raisonné et documenté<sup>1</sup>. Or plus simplement: la police est à l'État, et l'État est aux capitalistes, aux tyrans.

J'ai tiqué non pas par raison donc, mais par ressentiment... J'aimerais que tout le monde s'entende. Je me souviens pourtant d'une gente, considérablement fournie en 2012, soi-disant participant aux manifestations, horrifiée à la vue du déplacement sans autorisation et du saccage du mobilier urbain, entre autres pour ralentir la police. J'ai vu

ces personnes bienséantes vis-à-vis des autorités agresser physiquement des camarades et tenter de les livrer à la flicaille, sous prétexte qu'elles étaient, elles, pacifistes. Ces personnes, par chez nous, nous les désignons «paciflics». Ce terme désigne, des masses en colère actives, ses éléments opportunistes, manifestement appelés à participer à la marche de l'histoire, mais semblant viscéralement ne pas concevoir que celle-ci puisse marcher autrement qu'en cercles, dans l'enclos de l'état présent synonyme de forme achevée du progrès qu'il s'agirait de farcir du bon contenu. Chaperonnés par les autorités, ces éléments sont dangereux. Et au même titre qu'on ne tolère pas de flics ni de propagande d'extrême droite dans une manif, on ne doit pas les y tolérer. Ces temps-ci, entre deux manifs semblant composées exclusivement de quelque 100-200 radicaux, j'entends peu parler des paciflics et des stratégies et tactiques de défense que l'on doit employer contre elleux, et en pratique et sur le terrain des idées. Si bien qu'on croirait que ça n'est plus un problème. Or nous pouvons être sûr.e.x.s que sitôt pris un nouveau mouvement de masses, nous aurons à nouveau affaire à ces gens, comme des coquerelles resurgissant deux mois après le dernier traitement. L'attitude paciflic vit des mouvements de masses. Si elle ne paraît plus un problème, c'est que nous n'avons pas de mouvement de masses.

<sup>1</sup> Si on en doute aller voir entre autres: ÉTAT POLICIER, Journal du Collectif Opposé à la Brutalité Policière (C.O.B.P.), Montréal, mars 2022, 26 pp.





Les paciflics prônent généralement l'idée que des contingents radicaux coupent l'herbe sous le pied d'organisateur. Si un mouvement social qui dépasse la présente extrême gauche<sup>2</sup> grossit de façon à ce qu'il lui paraisse évident qu'il doit investir nos manifestations offensives dans le cadre du mouvement, on peut se douter que les paciflics auront la même attitude qu'ils décrivent. Il y a trois ans, quand on a voulu faire écho aux luttes antiracistes antiflics ayant lieu aux États-Unis, de nombreux.euses paciflics se sont efforcé.e.s de mater l'empouvoirement de l'émeute et la haine légitime envers la flicaille, sitôt lieu la première émeute (*in* MONTRÉAL CONTRE-INFORMATION, 2, 7 juin 2020).

Ce texte a le ton de l'alarme plus qu'il ne le faut sûrement. Il ne faut pas tout arrêter ce qu'on est en train de faire pour réfléchir expressément au problème que j'envisage. J'envisage aussi que des solutions puissent être trouvées à même la pratique, en temps et lieu. Seulement, ne pas nous laisser surprendre, ne pas oublier qu'aussitôt les masses en colère actives, ressurgiront ces éléments opportunistes, soi-disant objecteurs de conscience, en vérité défenseurs du statu quo et alliés des flics<sup>3</sup>.

2 On peut lire pour suggestion du rôle de l'extrême gauche dans cette éventualité: BERNERI, «Le rôle de l'organisation révolutionnaire», *in* PREMIÈRE LIGNE, Revue communiste anarchiste révolutionnaire, *Oser Lutter Oser Vaincre*, Montréal, avril 2023, n° 1, p. 14-19.

3 Pour plus d'information sur la nuisance du pacifisme à tout prix aux mouvements sociaux à potentiel radical, aux États-Unis, on peut lire: GELDERLOOS, Peter, *Comment la non-violence protège l'État. Essai sur l'inefficacité des mouvements sociaux*, trad. ang.-fran. de Nicolas Casaux et Arthur Fontenay, Herblay, Libre, 2018 [2007], 235 p.

4 BERNERI, *In op cit.*, p. 14: «On observe actuellement un frémissement dans le milieu anarchiste québécois. Des discussions ont lieu, des gens qui ne se côtoyaient pas ou plus se mettent à se rassembler. La question de l'organisation est à l'ordre du jour [...]».

## La masse et la casse

Mon domaine de prédilection, moins par choix que par condition, est la théorie générale. Le défaut de mon texte est d'offrir une solution beaucoup moins pratique, concrète que je ne le voudrais au problème que je sais. Il est conséquemment, dans le cadre d'une pressentie restructuration du militantisme<sup>4</sup>, un appel à ce que les camarades à l'esprit plus pratique se préparent à réaffronter le problème du paciflicage, et à prôner d'avance une prise de conscience par la masse manifestante de son rôle spécifique et qu'elle l'assume. Je propose en ce sens qu'au plus tôt soit pensée et émise une rhétorique sans concessions pour contrer celle à (re)venir des paciflics.

Mon rôle dans les manifestations a le plus souvent été le même: fournir la masse qui éponge, qu'elle le veuille ou non, ne serait-ce que par sa simple présence, l'activité policière... J'ai droit de manifester. La masse que je compose se trouve entre flicaille et vitrine tout juste fracassée? Je ne change pas d'attitude. Le temps que la flicaille atteigne la feu vitrine, même en la laissant passer, elle ne chasserait que des fantômes: les camarades se sont déjà réanonymisé.e.s dans



la foule. Et c'est tant mieux: même si ultimement on n'est pas en accord avec leur tactique, on ne leur souhaite pas, à moins d'être sadique, les traumatismes de la brutalité policière... N'est-ce pas? Je demeure donc. La flicaille fendant ou dispersant la masse, étant donné qu'elle ne chasserait que des fantômes, ne ferait que brimer mon droit d'être là. De plus, c'est quand elle défait la masse qu'elle a loisir d'arrêter arbitrairement, tactique de choix pour réprimer un mouvement; seul, un flic, même armé, a sûrement l'instinct de ne pas s'attaquer à un groupe. Je ne cesse donc de pratiquer mon droit de manifester, en masse, en face de la police bloquée, quitte à feindre l'ignorance quant à ses intentions et à ce qui se passe plus loin.

La casse ne fait pas tout. Il est des moments et des conditions qu'on peut probablement juger non propices. Nonobstant, je dis qu'il est toujours souhaitable d'envisager la casse commise généralement ou du moins appuyée par une masse. C'est cette rhétorique précise qu'il faut préparer en vue de nos mouvements. Car toutes les imputations de violence faites à une manifestation à gauche ne sont en fait qu'auto-défense et *contre*-intimidation. Les autres rhétoriques, celle consistant à accuser les flics de commencer le cycle de violence en manifestation, celle consistant à considérer négligeable la casse et somme toute isolée des grands buts des mouvements; celle donc consistant à faire croire que nos mouvements sont généralement «pacifistes» avec quelques écarts inévitables, ne servent qu'à déresponsabiliser les masses de leur libération et à isoler et mettre en danger les camarades travaillant à un contre-pouvoir réel des classes opprimées. Ces rhétoriques sont à éviter absolument. Car le bris de tout ce qui constitue pour nous un symbole d'oppression, mobile ou immobile, détient les bénéfices suivants...

On imagine bien que le bris permette, à la longue, une réquisition des lieux élus théâtre des actions d'un mouvement, puisque la bourgeoisie empêchée d'oeuvrer en tant que telle sur un lieu se verrait évincée. On imagine bien que cette réquisition, même si à long terme elle ne saurait être maintenue, ait le bénéfice de faire entrevoir à qui l'expérimenterait un lieu configuré autrement que par les rapports de pouvoir dominants, et donc qu'elle agisse en force convaincante de la possibilité d'un monde radicalement autre. S'engager dans le pacifisme c'est, au contraire d'une diversité des tactiques, endosser que la police ait automatiquement droit de *veto* sur l'élection par le mouvement des lieux devant être le théâtre de ses actions; endosser l'idée que les lois adoptées par les ennemis du mouvement valent plus que le jugement des individus composant le mouvement; c'est une très nette incohérence pour quiconque participant à un mouvement de masses véritablement démocratique. Car le flic étant le bras armé de l'État, sa fonction est de maintenir une division

entre à qui appartient l'État et qui en est départi.e.x. Le flic est assermenté et n'attend qu'un ordre ou le débordement de son inhérente agressivité pour se donner le droit d'arrêter, d'évincer, de brutaliser, bref de décourager le mouvement au nom de l'autorité qu'il a volontairement choisi de protéger et servir, ordre ou inhérente agressivité qui ne manque jamais de sévir face à toute perturbation significative du régime bourgeois. La position du flic est d'emblée antidémocratique: sa tâche doit traduire son allégeance et il ne laissera donc jamais un mouvement véritablement démocratique et ce faisant opposé à l'État s'autonomiser et gagner. La guerre au capital, c'est la guerre au flic.

La casse fait pression sur les gouvernements, pas moins marchands qu'une compagnie marchande, et qui craignent que l'étalement de l'expression d'une rage populaire fasse dépasser les visées premières d'un mouvement<sup>5</sup>. Car en plus d'évincer la bourgeoisie, la casse a le potentiel d'entretenir chez le corps qui la commet un goût pour l'action, quelle qu'elle soit. Et rien de mieux que l'action pour définir ses responsabilités: cette force ordinairement exploitée, employée par le capital, suggère soudainement des fonctions extraordinaires, autrement dit: la casse pour la casse, pour ce qu'elle a de grisant, a ses raisons; elle a le potentiel d'un processus de dépacification. C'est tautologique mais non moins vrai!<sup>6</sup>

Les gouvernements cherchent donc à apaiser le mouvement en adoptant des mesures bénéficiant aux membres de celui-ci. Ces mesures ne doivent pas suffire à faire crier victoire, puisque, commandées par la bourgeoisie, elles n'ont jamais pour objectif de mettre fin au régime qu'elle s'est constitué via tout un appareil idéologique et de violence qui lui fait un rempart, métaphore-idéologique et réel. Elles sont en revanche non négligeables: elles responsabilisent en ce qu'elles sont le produit de l'action concertée contre le pouvoir; en ce que, dépendamment de ce en quoi elles consistent, elles offrent plus de temps et de ressources aux membres du mouvement.

Parmi les formes d'altération de la propriété, en manif et en dehors, il est en plus du bris, le graffiti, le collage, l'art, la poésie de rue. Il s'agit d'une forme d'habitation caractérisée par un désir de signifier l'état actuel des choses. Il décore et fait voir ce que les médias capitalistes refusent de diffuser. On voit cette forme d'habitation d'un mauvais œil quand on accorde plus d'importance à la valeur foncière d'un bâtiment qu'à ce que cette forme d'habitation transmet. Décrier cette dernière, revient à-peu-près au même que de décrier la casse militante. Le graffiti et le collage ont l'avantage d'être en phase avec le réel, puisqu'ils posent dans l'espace un littéral message puis s'effacent et se renouvellent.

5 En 2012, on est passé.e.x.s de revendiquer le gel des frais de scolarité à revendiquer massivement la gratuité scolaire. Il aurait fallu, vers la fin de cette grève, être capables de faire dépasser, par des visées précises concrètes, l'enjeu de la gratuité scolaire et prôner massivement la non-participation aux élections, au profit des actions et démocraties directes.

6 Dans un contexte qui n'est pas le nôtre, mais dont nous pouvons sûrement tirer leçon, Franz Fanon a noté: «Au niveau des individus, la violence [comme partie intégrante d'une lutte de libération] est une force purifiante. Elle libère l'indigène de son complexe d'infériorité... de son désespoir et son inaction; elle le libère de la peur et restaure son estime de soi.» (in GELDERLOOS, p. 83)



La casse, plus largement l'altération de la propriété, c'est tout ça et sûrement plus. La masse manifestante, à moins qu'elle ne veuille que ses manifs ne soient que des parades pacifiantes qui n'empouvoient que ceux qui ont déjà le pouvoir, des processions sans dieu comme à la Marche pour le Climat de 2019 (MONTRÉAL CONTRE-INFORMATION, 5 oct. 2019), doit prendre conscience de son rôle stratégique et tactique et faire conséquemment.

## ANNEXE: À PROPOS DES MANIFS COMME PARADES

*Arriver à l'heure, prendre des tâches et les réaliser, se plier aux décisions collectives et tenir sa ligne lors de moments tendus sont des prérequis pour ceux qui veulent s'organiser avec nous. Trop souvent notre milieu traite ces nécessités avec légèreté. Ces éléments de base deviennent critiques pour toute situation de lutte sérieuse, en action ou en manifestation.*

P.L., «Pourquoi Première Ligne?»

Peut-être serait-ce ici qu'il serait le plus pertinent de me rappeler quelle manif, organisée par quel groupe... Peut-être que ce que je m'apprete à décrier ne s'applique pas tellement aux manifs organisées par nos milieux. Pourtant c'est bien d'«heure anarchiste» dont on parle à la blague (ça ne me fait pas rire)... Peut-être s'agit-il d'une expression venant de camarades de mauvaise foi, s'appliquant aux réunions, et finissant par être appliquée systématiquement à toutes les situations... Je ne sais. Je sais seulement ce qui me frustre dans le cadre d'une gauche de manifs, et que je veux voir disparaître l'expression en question, car des anarchistes envisageant avec sérieux leur lutte, il en fut et il doit y en avoir encore.

Il est cet élément donc, qui pour certaines personnes paraîtra peut-être un détail, qui pourtant me frustre grandement, que je soupçonne contribuer au désamorçage de manifs: l'heure de départ annoncée qu'on a coutume de ne pas respecter. On affiche: «MANIFESTATION TELLE HEURE». En réalité, la manif aura lieu 45 minutes plus tard, «pour permettre aux retardataires de nous rejoindre», ai-je déjà entendu, et permettre ainsi une dévalorisation générale de la ponctualité... Et ça, c'est quand on n'a pas décidé, sans l'annoncer,

qu'il y aurait discours avant départ. J'en ai contre ce non-dit et le retard assumé pour deux raisons. La première d'un point de vue sémiologique, la deuxième toute personnelle.

Ont concouru à me dégoûter des manifs (auxquelles je ne participe presque plus depuis plusieurs années) cette «heure militante», des manifs annoncées pour telle heure partant en vérité trente, quarante, soixante minutes plus tard! Parce qu'implicitement il y a possibilité de discours ou simplement on a instauré comme norme d'attendre de potentiel.le.x.s retardataires et d'en profiter pour faire du social, bavarder. S'il n'importe pas de respecter le temps que se réservent les camarades en annonçant l'horaire réel ou en suivant celui annoncé, l'espace-temps manif et plus généralement militant devient simple prétexte à une sociabilité plutôt qu'à une lutte réelle. Car dans le cadre de cette dernière (le premier numéro de la présente revue le souligne assez bien), la ponctualité et le respect de ce qu'on s'est dit qu'on allait faire sont primordiaux. Le départ annoncé retardé, les flics en profitent pour nous filmer et potentiellement nous fichier. Entouré de ces derniers, étant là par nécessité d'une lutte, sachant la répression, me rappelant que l'ordre dominant nous préférerait absent.e.x.s des rues, que nous y sommes parce que l'ordre dominant nous y a poussé.e.x.s par sa violence répétée, et qu'il a la possibilité de pousser plus avant cette violence contre la manif; bref étant, peu importe l'issue de la manif, en état de confrontation, et à défaut de marcher, je sens ma vessie gonfler d'anxiété au fil des minutes, je *shake* de la patte, j'ai le vertige, je tente de régulariser ma respiration, je tente de gérer tous ces symptômes qui, en mouvement, deviennent moindres, et je me demande plus d'une fois, frustré, si, plutôt que de faire le piquet saucissonné, je ne pars pas pour m'effondrer dans mon lit. Pendant que je suis dans cet état, ça s'exclame qu'on s'est manqué.e.x.s (et moi je sursaute), ça s'fait des accolades, ça conte sa fin d'semaine, quand ça vient pas rien que pour exposer son couple pis sa portée comme le *summum* d'une vie remplie alors que ça se targue en même temps d'appartenir à une contre-culture<sup>7</sup>. Ça m'est absolument dissociatif.

Dans ce cadre, la manifestation devient simple rituel social, un passage coutumier plutôt qu'un coup qu'on tente de porter, car bien que tout plaisir en manif ne soit pas à proscrire, on n'y vient manifestement pas avec un esprit combatif. Rien *a priori* contre des pratiques rituelles, or faut discerner où et quand c'est de mise. D'ailleurs, si c'est ce que veut principalement faire une gauche plus ou moins large, pourquoi ne va-t-elle pas plutôt s'impliquer massivement dans des endroits comme le Bâtiment 7, le PEC, la DIRA ou

<sup>7</sup> La culture bien *queb'* du familialisme et du natalisme est une plaie dans nos milieux. Un symptôme en est cette question très souvent posée quand on organise une manif: «Veut-on que la manif soit annoncée familiale?», qui fait de la prise des rues un moment de sociabilité plus qu'un moment de lutte. À l'heure qu'il est, on devrait avoir d'autres moyens de rejoindre par nos enjeux les familles. La rue devrait, pour les raisons évoquées en première partie, tant que plane sur toute manif, ne serait-ce que par présence, la menace du poivre, des gaz, des matraques et des fusils, être à ceux qui veulent imposer un rapport de force à la classe dominante.

Aussi, il semble malheureusement pertinent de mentionner que les gens qui ont des bébés, c'est pas une classe opprimée. T'es pauvre et/ou tu subis de l'oppression raciste et/ou sexiste et t'as un bébé, ou ben t'es privilégié.e.x pis t'as un bébé. *That's it*. Autrement, nous ne serions pas pro-choix, non? Y en a marre de toute la considération minouchante accordée aux gens avec des bébés *versus* celle qu'on accorde à peine aux camarades avec d'autres aspirations que familiales parce que la famille leur est un lieu de séquestration. Il existe à gauche comme à droite, en ce soi-disant Québec nataliste, quelque chose comme un repli sur la famille pour ne pas se préoccuper de communauté...



L'Achoppe, où la sociabilité décrite est d'emblée plus propice? - Quoiqu'il convienne tout de même d'y respecter les heures annoncées de réunion et les décisions prises collectivement, sans quoi on démotive ceux qui s'y appliquent avec sérieux, qui n'ont rien moins que la camaraderie de faire bénéficier de leur force de travail.

En manif comme ailleurs, c'est autour d'une gente ponctuelle et fiable qu'il faut s'organiser: la ponctualité plus particulièrement, c'est explicite et ça a donc la qualité de transparence. La fameuse «heure militante», au contraire, ça se situe dans l'implicite et ça bouffe le temps de camarades dévoué.e.x.s et qui ressentent l'urgence d'oser vaincre. S'il faut des discours pré-manif, une norme accommodante serait d'annoncer l'heure des discours en plus de l'heure de départ, toujours indicative car en fonction du temps réel des discours, mais cela serait déjà plus honnête... Qu'on ne vienne m'accuser de caprice! C'est pas moi qui dis: «Préparez-vous pour telle heure», en prenant pour acquis que avez rien que ça à faire que de perdre trente minutes ou une heure à vous ronger les ongles! Remarque: d'autres raisons, qui se font sentir à même cette annexe me rendent les manifs de tout poil difficiles. Peut-être serait-il plus sain que je n'y participe pas, tout simplement. Si nos mouvements peuvent grandir sans qu'il soit nécessaire que je me pointe aux manifs, tant mieux. Or pour l'instant si je manque, on sait entre autres pourquoi.

## RÉFÉRENCES

### Monographie

GELDERLOOS, Peter, *Comment la non-violence protège l'État. Essai sur l'inefficacité des mouvements sociaux*, trad. ang.-fran. de Nicolas Casaux et Arthur Fontenay, Herblay, Libre, 2018 [2007], 235 p.

### Pages webs

MONTRÉAL CONTRE-INFORMATION, MONTRÉAL, URL: <https://mtlcontreinfo.org/>, consulté le 25 juillet 2023.

«Un Compte Rendu de la Grève du Climat», in MONTRÉAL CONTRE-INFORMATION, Montréal, 5 oct. 2019, URL: <https://mtlcontreinfo.org/un-compte-rendu-de-la-greve-du-climat-a-montreal/>, consulté le 5 juillet 2023.

«L'insurrection chez nous», in MONTRÉAL CONTRE-INFORMATION, Montréal, 2 juin 2020, URL: <https://mtlcontreinfo.org/linsurrection-chez-nous/>, consulté le 22 mai 2023.

«Perspectives d'anarchistes NoirEs et raciséEs sur la manifestation du 31 mai: 9 propositions pour la suite», in MONTRÉAL CONTRE-INFORMATION, Montréal, 7 juin 2020, URL: <https://mtlcontreinfo.org/perspectives-danarchistes-noires-et-racisees-sur-la-manifestation-du-31-mai-9-propositions-pour-la-suite/>, consulté le 22 mai 2023.

### Revue

ÉTAT POLICIER, Journal du Collectif Opposé à la Brutalité Policière (C.O.B.P.), Montréal, mars 2022, 26 p.

PREMIÈRE LIGNE, Revue communiste anarchiste révolutionnaire, *Oser Lutter Oser Vaincre*, Montréal, avril 2023, n° 1, 43 p.

BERNERI, «Le rôle de l'organisation révolutionnaire», in PREMIÈRE LIGNE, Revue communiste anarchiste révolutionnaire, *Oser Lutter Oser Vaincre*, Montréal, avril 2023, n° 1, p. 14-19.

BERNERI, «Tout le monde déteste les poubelles», in PREMIÈRE LIGNE, Revue communiste anarchiste révolutionnaire, *Oser Lutter Oser Vaincre*, Montréal, avril 2023, n° 1, p. 25-27.


## — PREMIÈRE LIGNE —

Première ligne s'organise autour d'un projet de revue pour diffuser des idées et des éléments de stratégie révolutionnaire. Loin d'être un projet strictement théorique, nos réflexions sont en constant dialogue avec nos actions et nos interventions dans les milieux anticapitalistes, antiautoritaires et antiétatiques et motivent nos solidarités avec les luttes populaires. Dans les mois à venir, nous organiserons différents types d'activités ainsi que des formations théoriques, sous diverses formes. Si, à la lecture de cette revue, nos perspectives se rejoignent, n'hésitez pas à nous contacter!

Instagram : @premierelignecollectif

Mail : [contact@premiereligne.info](mailto:contact@premiereligne.info)





# **CERCLE DE LECTURE ET D'ÉCRITURE SUR LE GENRE, LA REPRODUCTION SOCIALE ET LE PATRIARCAT**

**en mixité choisie  
(sans hommes cis)**

**Une introduction  
féministe  
révolutionnaire**

**8 séances  
réparties entre  
discussions et  
réflexions**

**Projet  
individuel  
d'article**

**Formation  
rigoureuse dans  
une ambiance de  
camaraderie  
féministe**



**À partir d'octobre**  
Pour inscription et question :  
[contact@premiereligne.info](mailto:contact@premiereligne.info)

